



Haïti : démanteler l'alliance meurtrière des gangs

Rapport Amérique latine et Caraïbes N°110 | 15 décembre 2025

Traduit de l'anglais

30

1995 • 2025

PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • brussels@crisisgroup.org

Table of Contents

Executive Summary.....	i
I. Introduction	1
II. L'union des gangs	4
A. L'émergence de factions rivales	4
B. La voie du compromis.....	5
C. Une alliance qui perdure ?	6
III. La nature changeante des gangs haïtiens.....	10
A. Des liens avec les élites	10
B. Les activités criminelles de Viv Ansanm	11
C. La violence des gangs.....	15
IV. La politique de Viv Ansanm	17
A. Le populisme des gangs	17
B. Dialogue et recherche d'amnistie	20
V. La riposte.....	24
A. De nouvelles formes de combat.....	24
B. Une mission étrangère renforcée.....	26
C. Justice populaire.....	29
D. Durcissement des sanctions	31
E. Voies de sortie pour les mineurs.....	33
VI. Rétablir la sécurité.....	35
A. Reprendre le contrôle du territoire.....	35
B. Renforcer l'appareil de sécurité.....	37
C. Démobilisation et dialogue.....	38
D. Réduire l'influence des gangs au sein des institutions publiques	40
VII. Conclusion	41
ANNEXES	
A. Carte d'Haïti	42
B. A propos de l'International Crisis Group	43
C. Rapports et briefings de Crisis Group sur l'Amérique latine et les Caraïbes depuis 2022	45
D. Conseil d'administration de Crisis Group	47

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? La coalition regroupant les gangs les plus puissants d'Haïti, Viv Ansanm, a étendu son emprise territoriale, renforcé ses activités criminelles et entraîné le pays dans une nouvelle phase de violence aiguë. Alors qu'une nouvelle force internationale s'apprête à être déployée, les gangs prétendent de plus en plus se battre pour protéger les plus pauvres contre des élites prédatrices.

En quoi est-ce significatif ? Alors que le mandat du gouvernement de transition doit s'achever en février 2026, les gangs entendent mettre à profit leur influence pour placer leurs alliés au sein de l'administration et obtenir une amnistie de grande ampleur. Adoubée par l'ONU, la nouvelle Force de répression des gangs pourrait entraîner une intensification des combats, au risque de menacer des vies civiles.

Comment agir ? Les partenaires extérieurs devraient doter la nouvelle force des ressources nécessaires pour reprendre le contrôle des territoires et apporter un répit aux populations. Une fois le rapport de force revenu en faveur de l'Etat, les autorités devraient engager un dialogue avec les gangs afin de réduire la violence, favoriser leur démobilisation et rompre les liens entre la criminalité et les élites haïtiennes.

Synthèse

Créé par les gangs les plus puissants de Port-au-Prince, Viv Ansanm a porté la menace criminelle pesant sur l'Etat haïtien et sa population à un niveau alarmant. La coalition s'est présentée au monde lors du siège qu'elle a imposé à la capitale haïtienne début 2024, conduisant à la démission de l'ancien Premier ministre Ariel Henry. Après avoir consolidé son emprise sur une grande partie de la ville, Viv Ansanm s'est étendu aux départements voisins, a resserré son contrôle sur les principales routes reliant Port-au-Prince au reste du territoire et a lancé des attaques contre l'aéroport, isolant de fait le pays. Les offensives violentes menées par les gangs contre les populations ont tué plus de 16 000 personnes depuis 2022. Mais le nombre croissant de victimes et la diversification de leurs activités criminelles – qui incluent désormais l'extorsion, la piraterie et le trafic de drogues – n'ont pas empêché les gangs de prétendre représenter les plus démunis, notamment sur les réseaux sociaux. L'aval donné par l'ONU à une nouvelle force étrangère destinée à intensifier la lutte contre les gangs pourrait modifier le rapport de force. Il est toutefois essentiel que l'approche retenue combine l'usage de la force et des efforts visant à convaincre les gangs de se démobiliser.

Depuis les années 1950 et la dictature de François Duvalier, surnommé « Papa Doc », les élites économiques et politiques haïtiennes s'appuient sur des forces paramilitaires pour protéger leurs intérêts. Mais après l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, les gangs se sont transformés : d'instruments au service des plus puissants, ils sont devenus des acteurs dominants du paysage haïtien. Deux principaux groupes de gangs — le G9, dont la figure la plus visible était Jimmy Chérizier, alias Barbecue, et le Gpèp, sous l'autorité de Gabriel Jean Pierre, dit « Ti Gabriel » — se sont combattus pour asseoir leur domination sur le pays. Alors même que les deux camps continuaient de s'affronter, les chefs de gang discutaient, eux, de la mise en place d'accords destinés à limiter les pertes dans leurs rangs et économiser leurs ressources. Des médiateurs sont parvenus à négocier des pactes entre les groupes afin de se répartir des territoires convoités. Fin 2023, les premiers signes d'une fusion des deux principales coalitions au sein d'une plateforme commune sont apparus. Quelques mois plus tard, elles lançaient leur première offensive conjointe.

Parallèlement à l'escalade de la violence qui a accompagné son expansion, Viv Ansanm a entrepris de transformer son image publique, cherchant à passer d'un groupe criminel prédateur à un acteur se présentant comme porteur d'une cause idéologique. Les chefs criminels affirment que leur mission est de protéger les Haïtiens les plus

pauvres contre des élites cupides et des puissances coloniales qui ont historiquement opprimé cette nation caribéenne noire. Jimmy Chérizier et d'autres chefs de gang ont même annoncé la création d'un nouveau parti politique, sans toutefois engager les démarches nécessaires à sa mise en place officielle. Tout en continuant de s'enrichir aux dépens des Haïtiens, riches ou pauvres, leur discours est devenu plus ouvertement politique : ils semblent déterminés à s'assurer de la présence de leurs alliés dans la prochaine administration, qui devrait être formée d'ici au 7 février 2026 pour remplacer l'actuel gouvernement de transition. Ils cherchent, en définitive, à obtenir une amnistie générale pour leurs dirigeants comme pour leurs membres.

Haïti et ses partenaires extérieurs cherchent à renforcer leurs capacités de réponse armée face aux gangs. Le Conseil de sécurité de l'ONU a récemment approuvé une nouvelle opération de sécurité, baptisée Force de répression des gangs (FRG), destinée à remplacer la Mission multinationale d'appui à la sécurité conduite par le Kenya. Lancée en 2024, cette dernière n'a jamais disposé du personnel ni des ressources nécessaires pour contenir les gangs. La nouvelle force prévoit de mobiliser 5 500 militaires et devrait pouvoir compter sur un financement pérenne. Son mandat semble lui conférer une plus grande autonomie opérationnelle ainsi qu'une marge de manœuvre accrue pour adopter des tactiques plus offensives. Mais dans l'attente de son déploiement, qui devrait commencer en avril 2026, les autorités haïtiennes devront recourir à d'autres moyens. Une *task force*, placée sous l'autorité du Premier ministre haïtien et appuyée par des sociétés militaires privées américaines, a déjà fait usage de drones pour frapper des membres de gangs dans leurs bastions urbains, faisant plus de 200 morts. Les partenaires étrangers apportent également leur soutien à la formation de l'armée, qui a été récemment reconstituée. Pendant ce temps, des habitants épuisés par la menace pesant sur leurs quartiers ont mis en place des groupes d'autodéfense, déclenchant une riposte brutale de la part des gangs.

Une Force de répression des gangs dotée de ressources suffisantes, correctement informée et placée sous un commandement expérimenté pourrait contribuer à modifier le rapport de force sur le terrain et contraindre les gangs à reculer. Port-au-Prince et ses partenaires étrangers doivent toutefois veiller à réduire les risques de victimes civiles et de violations des droits humains, et à mettre en place des mécanismes solides permettant de rendre des comptes. Lorsque la nouvelle force sera pleinement opérationnelle, le gouvernement haïtien devra également remédier aux défaillances de coordination qui ont entravé les précédentes campagnes de sécurité. Il devra notamment nommer les membres du Conseil national de sécurité et les charger d'élaborer un cadre d'action précisant le rôle de chaque institution dans la lutte contre les gangs.

Pour autant, il reste peu probable que l'usage de la seule force parvienne à éradiquer complètement les gangs des communautés qu'ils contrôlent ou à rompre le lien avec le pouvoir politique qui mine Haïti depuis plus d'un demi-siècle. Si des négociations informelles avec les gangs ont lieu régulièrement, pour garantir l'accès à l'aide humanitaire ou permettre la poursuite des activités économiques, nombre d'Haïtiens s'opposent à l'idée d'un dialogue formel avec les auteurs de crimes qu'ils jugent impardonnables. Des responsables gouvernementaux ont souligné, à juste titre, que l'Etat haïtien ne peut engager de pourparlers tant qu'il se trouve en position de faiblesse. Mais si la nouvelle force multinationale et la refonte des dispositifs de sécurité haïtiens permettent aux autorités de reprendre l'ascendant et d'affirmer leur supériorité militaire, les responsables étatiques devraient envisager d'utiliser le dialogue comme moyen d'inciter les gangs à réduire leurs pertes, à diminuer les violences contre les civils et, à terme, à se démobiliser.

Parallèlement, l'administration, avec l'appui des bailleurs de fonds, devrait étendre le programme qui offre actuellement des voies de sortie aux mineurs présents dans les rangs des gangs. En coopération avec des experts internationaux, elle devrait également commencer à concevoir un mécanisme de justice transitionnelle prévoyant certains avantages et un allègement judiciaire à ceux qui acceptent de déposer les armes et de coopérer avec les autorités, tout en garantissant l'absence de toute impunité générale.

Il est difficile de minimiser l'ampleur des dégâts causés par les gangs en Haïti. Ces derniers ont tué et violé des milliers de personnes, provoqué la pire crise humanitaire de l'hémisphère occidental et anéanti la vie de millions d'individus. Il est compréhensible que de nombreux Haïtiens refusent d'envisager une réponse aux horreurs subies qui ne soit pas une riposte écrasante. Mais même si la Force de répression des gangs tient ses promesses, il est délicat d'évaluer le coût humain et matériel qu'impliquerait une campagne visant à éliminer les gangs. A terme, l'ouverture de négociations depuis une position de force — pour protéger les civils et désarmer les gangs — constituerait pour Haïti une première étape bien plus constructive pour entamer le long chemin vers la stabilité.

Port-au-Prince/New York/Londres/Bruxelles, 15 décembre 2025

Haïti : démanteler l'alliance meurtrière des gangs

I. Introduction

Les groupes armés illégaux font partie du paysage politique haïtien depuis des décennies. François Duvalier, le dictateur connu sous le nom de Papa Doc, s'est appuyé sur un réseau de voyous à sa solde pour remporter l'élection présidentielle de 1957. Une fois au pouvoir, il les transforma en une milice redoutée, surnommée Tonton Macoutes. Ce groupe a rapidement dépassé en nombre l'armée haïtienne, permettant à François Duvalier de renforcer son emprise par une répression impitoyable de toute opposition.¹ Depuis, la plupart des présidents ont eu recours à des forces paramilitaires pour se maintenir au pouvoir et réduire au silence toute contestation.² Les gangs qui terrorisent aujourd'hui Haïti trouvent leur origine dans les « chimères » de la fin des années 1990, de petits groupes armés soutenus par le parti Fanmi Lavalas de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide.³ Certains Haïtiens les appelaient « baz » (la « base » en français), une dénomination que plusieurs groupes criminels utilisent encore, même si, avec le temps, le terme « gangs » s'est imposé.⁴

Au début des années 2000, des responsables politiques et des élites économiques ont commencé à s'appuyer sur ces groupes pour intimider leurs adversaires, accroître les chances de victoire de leurs candidats aux élections, protéger leurs entreprises et cibler leurs rivaux économiques.⁵ Les Casques bleus de l'ONU ont engagé en 2007 une campagne contre les gangs, parvenant à contenir dans une certaine mesure les violences qu'ils perpétreraient. Durant les treize ans de la mission, ces mêmes forces onusiennes ont toutefois été mises en

¹ Tonton Macoutes est le surnom des Volontaires de la sécurité nationale, une milice créée en 1959. Ce nom provient d'un conte populaire haïtien mettant en scène un croque-mitaine qui enlève les enfants désobéissants. La référence était appropriée, car les Tonton Macoutes enlevaient souvent des personnes pendant la nuit. Jusqu'à 60 000 personnes ont été tuées sous la dictature de François Duvalier et de son fils. Laurent Dubois, *Haiti: The Aftershocks of History* (New York, 2012), p. 311-359.

² Briefing Amérique latine et Caraïbes de Crisis Group N°44, *Haïti : ramener de la stabilité à un pays en état de choc*, 30 septembre 2021.

³ Briefing Amérique latine et Caraïbes de Crisis Group N°10, *Une nouvelle chance pour Haïti ?*, 18 novembre 2004, p. 2.

⁴ Chelsea L. Kivland, *Street Sovereigns: Young Men and the Makeshift State in Urban Haiti*, (New York, 2020).

⁵ Briefing de Crisis Group, *Haïti : ramener de la stabilité à un pays en état de choc*, op. cit.

cause dans des centaines de cas d'abus sexuels. Par ailleurs, les mauvaises conditions sanitaires dans une base de Casques bleus népalais ont déclenché une épidémie de choléra à l'origine de plusieurs milliers de morts. Le départ des soldats de l'ONU a ainsi été salué par de nombreux Haïtiens. Mais ils ont laissé derrière eux un vide sécuritaire que la police nationale, disposant de ressources limitées et largement corrompue par des complices de gangs en son sein, n'a pas été en mesure de combler.⁶

La situation s'est nettement détériorée après l'assassinat du président Jovenel Moïse, aux premières heures du 7 juillet 2021.⁷ Les gangs ont été prompts à exploiter la lutte de pouvoir entre les prétendants à la succession du président, saisissant cette opportunité pour étendre leurs territoires, renforcer leurs effectifs et étoffer leurs arsenaux.⁸

Fin 2022, Ariel Henry, nommé Premier ministre intérimaire peu après l'assassinat de Jovenel Moïse avec la bénédiction de diplomates étrangers, a sollicité du secrétaire général de l'ONU le déploiement d'une force étrangère destinée à aider la police haïtienne à freiner l'avancée des gangs. Un an plus tard, le Conseil de sécurité de l'ONU autorisait le déploiement d'une Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), dirigée par le Kenya.⁹

Manquant de financement et d'effectifs, la mission n'a obtenu que des résultats limités.¹⁰ La violence, elle, a continué de s'aggraver. Les gangs sont responsables d'une grande partie des quelque 16 000 morts enregistrés depuis 2022, ainsi que du déplacement de 1,4 million d'habitants — soit 12 pour cent de la population.¹¹ Le palais national, des ministères, des tribunaux, des prisons, des commissariats, des écoles et des hôpitaux ont été endommagés ou détruits, obligeant les autorités à relocaliser plus d'une centaine d'institutions

⁶ Briefing Amérique latine et Caraïbes de Crisis Group N°49, *Les gangs en Haïti : une mission étrangère peut-elle briser leur emprise ?*, 5 janvier 2024.

⁷ Mariano de Alba, « Faire face aux conséquences de l'assassinat du président d'Haïti », commentaire de Crisis Group, 23 juillet 2021.

⁸ Ibid.

⁹ En octobre 2023, le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé le déploiement d'une mission multinationale non onusienne dirigée par le Kenya, chargée de soutenir les opérations antigangs de la police haïtienne et de sécuriser les infrastructures essentielles et les principaux axes routiers du pays. Briefing de Crisis Group, *Les gangs en Haïti : une mission étrangère peut-elle briser leur emprise ?*, op. cit., p. 11-14; rapport Amérique latine et Caraïbes de Crisis Group N°107, *Une transition en panne : politique et violence en Haïti*, 19 février 2025, p. 19-21.

¹⁰ Briefing de Crisis Group, *Les gangs en Haïti : une mission étrangère peut-elle briser leur emprise ?*, op. cit. ; rapport de Crisis Group, *Une transition en panne : politique et violence en Haïti*, op. cit.

¹¹ « High Commissioner Türk updates Human Rights Council on Haiti: We can – and must – turn this situation around », Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), 2 octobre 2025 ; « Haiti – Report on the displacement situation in Haiti – Round 11 », Organisation internationale pour les migrations (OIM), septembre 2025.

publiques.¹² Plus de 1 600 écoles sont actuellement fermées ; un quart sont occupées par des gangs. Le faible accès à l'éducation et la pauvreté généralisée ont à leur tour favorisé le recrutement d'enfants par les groupes armés, qui a bondi de 70 pour cent en 2024.¹³ Les violences sexuelles sont endémiques, et plus de la moitié de la population souffre d'insécurité alimentaire aiguë.¹⁴ Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2025, Laurent Saint-Cyr, président du Conseil présidentiel de transition — l'un des deux organes exécutifs du gouvernement actuel, avec le bureau du Premier ministre — déclarait qu'Haïti était en guerre contre les groupes criminels.¹⁵ De nombreux Haïtiens partagent ce constat.¹⁶

Ce rapport analyse la reconfiguration des gangs haïtiens et formule des recommandations pour relever les défis que ces groupes posent à la stabilité du pays. Il s'appuie sur plus de 300 entretiens menés entre février 2022 et novembre 2025 avec des victimes, des habitants, d'anciens membres de gangs, des membres de groupes d'autodéfense et des experts, ainsi qu'avec des responsables gouvernementaux, des représentants du secteur privé, des diplomates et des membres des forces de sécurité à Port-au-Prince, à New York, à Nairobi et dans d'autres villes. Environ un tiers des personnes interrogées sont des femmes, la plupart représentant des organisations de la société civile et des communautés locales. La plupart des responsables de l'Etat haïtien, ainsi que des membres du secteur privé, du corps diplomatique, des forces de sécurité et des groupes armés non étatiques sont des hommes. Cette configuration traduit la répartition genrée du pouvoir au sein des institutions politiques, économiques et sécuritaires ainsi que dans le milieu criminel.

¹² « Assault on Martissant. June 1, 2021, The Beginning of the So-Called “Lost Territories”, the Surge in Gang Violence, and the Establishment of their Dominance », Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme, 1er juin 2025.

¹³ « Haiti: Child recruitment by armed groups surges 70 per cent », ONU Info, 24 novembre 2024.

¹⁴ « UN Special Representative Patten urges for immediate action as sexual violence surges amid gang violence in Haiti », communiqué de presse, Bureau intégré de l'ONU en Haïti (Binuh), 4 juin 2025 ; « Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë, septembre 2025 – juin 2026 », Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), 10 octobre 2025.

¹⁵ « Discours de Laurent Saint Cyr, à la 80ème session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies », vidéo YouTube, Radio Télévision Caraïbes, 25 septembre 2025.

¹⁶ « This is effectively a civil war': Despair in Haiti as gangs step up assault on capital », *The Guardian*, 30 octobre 2024.

II. L'union des gangs

Fin février 2024, les gangs haïtiens ont lancé une vague d'attaques coordonnées à travers Port-au-Prince.¹⁷ Si cette offensive en a surpris plus d'un, certaines personnalités majeures du milieu, notamment Jimmy Chérizier (alias Barbecue), Christ-Roi Chéry et Iscard Andrice avaient depuis longtemps compris qu'une alliance entre les groupes armés illégaux les plus puissants de la capitale renforcerait leur influence et démultiplierait leurs profits.

A. L'émergence de factions rivales

Les premières tentatives visant à former une large coalition de gangs remontent à 2018, lorsque des personnalités du milieu criminel de la capitale ont commencé à discuter d'une mise en commun de leurs forces. Certains responsables gouvernementaux ont appuyé cette idée, estimant qu'il serait plus aisé de négocier une démobilisation des gangs avec un commandement unifié plutôt qu'avec une multitude de groupes criminels de moindre envergure.¹⁸ En juin 2020, neuf gangs puissants et plusieurs autres groupes plus modestes se sont alliés. Dans les mois qui ont suivi, cette coalition — dont la dénomination officielle est « Forces révolutionnaires G9 en famille et alliés, Qui en touche un, les touche tous », plus connue sous le nom de G9 — a lancé des attaques contre les groupes criminels qui refusaient de s'y rallier.¹⁹ Jimmy Chérizier, un ancien policier devenu chef de gang, est devenu le porte-parole du G9 et l'un de ses membres les plus influents, même si cette visibilité a parfois donné l'impression erronée qu'il en était le chef militaire.²⁰

¹⁷ Rapport de Crisis Group, *Une transition en panne : politique et violence en Haïti*, op. cit.

¹⁸ Un porte-parole de la Commission nationale de désarmement, de démantèlement et de réinsertion (CNDDR) a reconnu en 2020 que l'organisation avait encouragé les chefs de gang à former une coalition afin de faciliter les négociations avec le gouvernement. « Les gangs se sont fédérés sur proposition de la Commission nationale de désarmement, démantèlement et réinsertion », *Le Nouvelliste*, 2 septembre 2020.

¹⁹ Des gangs tels que Village de Dieu et Grand Ravine, actifs dans la banlieue sud de la capitale, ont rejoint le G9 pendant un temps, avant de quitter la coalition quelques mois plus tard. « Les gangs du « Village de Dieu » rejoignent le G9, le Bicentenaire se dégage peu à peu », *Haiti Infos Pro*, 1er janvier 2020. Entretien téléphonique de Crisis Group, expert haïtien des gangs, 16 juillet 2022.

²⁰ Le gang dirigé par Barbecue, ainsi que ceux menés par Djouma, Ezekiel, Iskar, Krisla, Mathias, Mikanor, Sonson et Ti Junior, ont formé la coalition G9. Jimmy Chérizier, porte-parole de la nouvelle alliance, a déclaré que le groupe avait pour objectif de lutter contre les gangs impliqués dans des enlèvements, des détournements de camions et des violences sexuelles. Malgré des preuves attestant du contraire, il a nié que le G9 ait eu des liens avec l'administration du président Moïse ou les forces d'opposition. La vidéo annonçant la création du G9, publiée sur YouTube en juin 2020, n'est plus disponible en ligne.

En réponse aux attaques du G9, le chef de gang Gabriel Jean Pierre — connu sous le nom de « Ti Gabriel » — ainsi que d'autres responsables criminels qui avaient refusé de rejoindre le groupe de Jimmy Chérizier se sont unis au sein d'un front appelé Gpèp, ou « les yeux du peuple » en créole haïtien.²¹ Fonctionnant davantage comme une plateforme de coordination tactique que comme une alliance structurée à l'image du G9, les groupes formant le Gpèp visaient principalement à contrer les offensives de gangs rivaux, chaque chef conservant une autonomie totale pour mener les activités criminelles de son choix.²²

B. *La voie du compromis*

Entre 2020 et 2024, les combats entre le G9 et le Gpèp se sont intensifiés, les gangs ayant accéléré la course aux armements, les campagnes de recrutement et la recherche de nouvelles sources de revenus. Malgré cela, entre fin 2022 et mi-2023, plusieurs groupes rivaux ont négocié des cessez-le-feu. Ainsi, fin 2022, des médiateurs locaux ont arrangé une trêve entre les gangs de Village de Dieu et de Grand Ravine (affiliés au Gpèp), d'une part, et celui de Ti Bwa (allié au G9), d'autre part. Puis, en 2023, le Gpèp a conclu une trêve avec trois des gangs les plus puissants du G9, lesquels avaient assiégé pendant les trois années précédentes la base de Ti Gabriel à Cité Soleil.²³ Les habitants ont accueilli ces accords avec soulagement, ces derniers ayant permis une réduction des affrontements entre gangs. Néanmoins, les enlèvements, les extorsions et les violences sexuelles sont restés très répandus.²⁴

Les efforts des gangs pour former une alliance élargie se sont intensifiés lorsque le Kenya a proposé, en août 2023, de diriger une mission multinationale de sécurité.²⁵ Après l'annonce de Nairobi, Jimmy

²¹ Parmi les gangs qui faisaient partie du Gpèp figuraient ceux dirigés par Izo, Jeff Gwo Lwa, Kempes, Lanmo San Jou, Ti Gabriel, Ti Lapli, Ti Makkak et Vitelhomme. Entretien de Crisis Group, Port-au-Prince, 28 mars 2025.

²² Certains des gangs affiliés au Gpèp, notamment Kraze Barye et 400 Mawozo, ont continué à se disputer des territoires voisins. Selon des experts, le Gpèp fonctionnait comme un réseau décentralisé, engagé dans une coopération militaire fondée sur la logique de « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Entretiens de Crisis Group, experts haïtiens des gangs, 22 mai 2022 ; habitant d'une zone sous contrôle des gangs, Port-au-Prince, 29 novembre 2023.

²³ La trêve a été en partie négociée par le père Tom Hagan, un prêtre américain qui a dit s'être appuyé sur un accord déjà existant entre Jimmy Chérizier, Mathias Saintil et Iskar Andrice, d'une part, et Ti Gabriel, d'autre part, pour mettre fin aux combats nocturnes. « With help from American priest, four Haiti gang leaders have called a truce. Can it last? », *Miami Herald*, 16 juillet 2023.

²⁴ Entretien téléphonique de Crisis Group, défenseur haïtien des droits humains, 7 septembre 2024. Entretien de Crisis Group, chauffeur de bus, Port-au-Prince, 28 novembre 2024. « L'accord de paix conclu entre les gangs ne suffit pas, ils doivent déposer ou remettre leurs armes », *Vant Bèf Info*, 13 décembre 2022.

²⁵ « Kenya ready to lead multinational force to Haiti », Reuters, 29 juillet 2023.

Chérizier a laissé entendre que tous les gangs rivaux pourraient unir leurs forces pour combattre les policiers kényans. « Si [les agents kényans] viennent dans les quartiers pauvres et commencent à tirer et à tuer, nous, Haïtiens, nous nous lèverons et nous nous battons jusqu'à la dernière goutte de notre sang », avait-il averti. « Et ce ne sera pas un combat du G9 ou du Gpèp, ce sera un combat du peuple haïtien pour préserver la dignité de notre pays ».²⁶

Un mois plus tard, Jimmy Chérizier a annoncé la création d'un front unifié entre le G9 et le Gpèp, appelé Viv Ansanm (« Vivre ensemble », en créole haïtien), visant à renverser le gouvernement alors dirigé par le Premier ministre Ariel Henry.²⁷ La première phase de cette alliance fut de courte durée, l'assassinat du chef de gang connu sous le nom de Tyson ayant déclenché des affrontements, tant au sein du G9 qu'entre le G9 et le Gpèp, pour le contrôle de l'ancien territoire de ce dernier.²⁸ Mais, même lorsque les combats entre gangs reprirent — portant la violence à son niveau le plus élevé depuis plus de deux ans — leurs chefs ont continué à discuter via un groupe de messagerie commun et à débattre de l'intérêt d'un pacte de non-agression et d'un front uni contre les autorités. Ces développements étaient largement motivés par la crainte, chez les chefs de gangs, que la mission étrangère approuvée par le Conseil de sécurité de l'ONU en octobre 2023 ne compromette leur position.

C. *Une alliance qui perdure ?*

Les attaques coordonnées de grande ampleur lancées simultanément à travers Port-au-Prince fin février 2024 ont constitué le premier signe de la volonté des gangs de coopérer sur le plan militaire.²⁹ Les raids

²⁶ « Jimmy Cherizier di lap an tre nan gè ak fòs etranje Kenya yo depi yo pa », vidéo YouTube, Tripotay Lakay, 16 août 2023.

²⁷ « Jwèt la gate, Babekyou, G9, G-PEP, Izo, Vitelom, Lanmò Sanjou Zam ala men pou ranvèse Ariel Henry », vidéo YouTube, Press Lakay News, 19 septembre 2023. A cette époque, Ariel Henry se trouvait à New York pour mobiliser des soutiens pour une mission étrangère. Plus d'une demi-douzaine de chefs de gang rivaux — dont Barbecue, Chen Mechan, Izo, Jeff Gwo Lwa, Krisla, Lanmo San Jou et Vitelhomme — ont confirmé l'existence de Viv Ansanm dans des notes vocales largement diffusées sur les réseaux sociaux.

²⁸ Après l'assassinat de Tyson par des membres de sa propre coalition, le décès d'Iscard Andrice — l'un des trois principaux fondateurs du G9 — a ébranlé les relations entre plusieurs gangs qui contrôlaient des zones stratégiques de Cité Soleil, l'un des principaux champs de bataille. Iscard Andrice était décrit par plusieurs sources comme le « véritable cerveau » derrière la coalition G9. « Au moins 6 présumés bandits tués à Cité Soleil dont le nommé Tyson », *Planet Press*, 27 septembre 2023. Entretien de Crisis Group, habitants, Port-au-Prince, novembre 2023.

²⁹ Les gangs actuellement membres de Viv Ansanm comprennent 400 Mawozo, 5 Segonn (Village-de-Dieu), Bel-Air (Les Argentins), Belekou, Boston, Chen Mechan, Delmas 6, Fort Dimanche, Grand Ravine, Izo 2 (Kenscoff), Kokorat San

ont débuté le jour où l'ancien Premier ministre Ariel Henry est arrivé à Nairobi pour superviser la signature d'un accord visant à déployer des policiers kényans en Haïti dans le cadre de la nouvelle force multinationale.³⁰

Le siège de Port-au-Prince mené par Viv Ansanm a submergé les capacités des forces de sécurité haïtiennes et paralysé la capitale. Une première vague d'attaques a visé des infrastructures critiques et des bâtiments publics à travers la ville, frappant l'aéroport, le palais présidentiel, les prisons, les ports, les commissariats de police et l'académie de la police haïtienne.³¹ Alors qu'Ariel Henry était dans l'impossibilité de revenir en Haïti, des groupes politiques et des diplomates étrangers ont entamé des discussions de crise en vue de la formation d'un nouveau gouvernement de transition.³² Jimmy Chérizier a alors dénoncé l'exclusion de Viv Ansanm des nouveaux arrangements politiques, déclarant que « tant que [les gangs] ne seront pas associés aux discussions, le pays ne connaîtra jamais la paix ». ³³

Les gangs ont paralysé Port-au-Prince pendant plusieurs mois, alors même que le nouveau conseil présidentiel était nommé et que les premiers vols militaires américains arrivaient dans la capitale pour préparer le déploiement de la mission de sécurité étrangère. Constatant que leurs opérations conjointes mettaient le nouveau gouvernement de transition sous pression, les chefs de gang ont mis en place une collaboration plus structurée. Ils ont coordonné leurs opérations militaires et conclu des accords afin de délimiter leurs territoires respectifs et se répartir les revenus tirés de l'extorsion et d'autres formes de racket.³⁴ Viv Ansanm a conservé son mode d'organisation d'origine, sans qu'aucun chef de gang ne soit investi d'une quelconque autorité formelle sur les autres. Les décisions ayant une portée sur

Ras, Kraze Baryè, Krache Dife, La Saline, Mariani, Pierre VI, Gran Grif (Savien), Simon Pelé, Taliban (Canaan), Terre Noire, Ti Bwa, Tokyo et Wharf Jérémie.

³⁰ Pour plus de détails sur cette offensive, voir Diego Da Rin, « Un nouveau gouvernement va-t-il réussir à enrayer l'escalade de violences à Haïti ? », commentaire de Crisis Group, 21 mars 2024.

³¹ Voir la base de données de CrisisWatch, entrées relatives à Haïti, mars-mai 2024

³² Ariel Henry ne pouvant rentrer en Haïti, la Communauté caribéenne (Caricom), les Etats-Unis et d'autres partenaires étrangers ont convoqué un sommet en Jamaïque le 11 mars. Ils ont réuni les représentants des principaux groupes politiques et sociaux haïtiens, les exhortant à former un nouveau gouvernement de transition jusqu'à ce que des élections puissent être organisées. Un Conseil présidentiel de transition, composé de neuf membres et travaillant aux côtés d'un Premier ministre, a ainsi vu le jour. Voir le rapport de Crisis Group, *Une transition en panne : politique et violence en Haïti*, op. cit.

³³ « Haiti gang leader will consider ceasefire but warns foreign forces will be treated as 'invaders' », Sky News, 29 mars 2024.

³⁴ Entretiens de Crisis Group, experts des gangs, Port-au-Prince, 4 juillet, 23 octobre 2024.

l'ensemble de la coalition, en particulier celles touchant à la stratégie, sont prises à l'issue de consultations menées avec les chefs de tous les gangs affiliés.³⁵

Les offensives de Viv Ansanm ont connu des phases d'intensification et de recul. La première vague d'attaques de grande ampleur a été menée de février 2024 jusqu'à la formation officielle du nouveau gouvernement, trois mois plus tard. Après le déploiement des premiers policiers kényans en juin, les gangs ont réduit leurs attaques, mais celles-ci ont repris en octobre 2024, une fois qu'il est devenu évident que la mission manquait d'effectifs et de moyens. Ces offensives se sont poursuivies, ponctuées de phases de violence intense.³⁶

De nombreux observateurs doutaient que Viv Ansanm puisse perdurer au-delà de quelques mois, compte tenu de la volatilité des alliances entre gang et des précédentes tentatives infructueuses de ces groupes pour joindre leurs forces.³⁷ Des tensions internes ont effectivement menacé, à certains moments, de fragiliser le front uni, et les rivalités entre chefs de gangs n'ont pas complètement disparu.³⁸ Mais à ce jour,

³⁵ Jimmy Chérizier affirme être le président et le porte-parole de la coalition, mais il n'a aucune autorité sur les autres chefs. Fin 2024, il lui a été interdit de s'exprimer au nom de la coalition pendant près d'un mois, pour des raisons qui n'ont pas été divulguées. « Mise sous sanction du Président et Porte-parole du regroupement "Vivre Ensemble" », communiqué de Christla, Jeff Gwo Lwa et Lanmo 100 Jou, 26 novembre 2024.

³⁶ Les derniers mois de l'année 2025 ont été marqués par une intensification des combats, les gangs ripostant contre la police haïtienne, qui a renforcé ses opérations dans plusieurs zones de la capitale contrôlées par les gangs, en collaboration avec la MMAS et des entreprises de sécurité étrangères. Le 13 novembre, les marines chargés de la protection de l'ambassade des Etats-Unis ont été attaqués par des membres de gangs. Le lendemain, des gangs auraient tiré sur un hélicoptère piloté par des employés d'une société militaire privée, contraignant l'appareil à effectuer un atterrissage d'urgence dans le quartier de Santo, à Port-au-Prince. Une semaine plus tard, un avion commercial a également été pris pour cible alors qu'il atterrissait à l'aéroport de la capitale, même si l'implication des gangs dans cette attaque n'est pas clairement établie. « US Marines return fire after attack on embassy in Haiti amid escalating gang clashes », *The Haitian Times*, 16 novembre 2025 ; « Haiti police seize high-powered "weapon of war," kill several gang members », *Miami Herald*, 16 novembre 2025 ; « Haiti's Sunrise Airways suspends domestic flights after bullet hits aircraft », *Miami Herald*, 23 novembre 2025.

³⁷ L'ancien Premier ministre par intérim Ariel Henry n'a d'abord pas pris l'alliance au sérieux, déclarant qu'« une citrouille ne produit pas de calebasse et les gangs ne peuvent pas cohabiter ». « "Les bandits ne seront jamais des artisans de la paix", a déclaré le Premier ministre Henry », *Le Nouvelliste*, 25 septembre 2023.

³⁸ Les désaccords entre les dirigeants de Viv Ansanm – principalement au sujet des frontières territoriales et de la répartition des revenus illicites – ont dégénéré en affrontements ouverts à deux reprises. En septembre 2024, Mathias a affronté Djouma, qui s'était évadé de prison en mars et tentait de reprendre le contrôle du territoire qu'il occupait auparavant. En juin 2025, des tensions autour des limites territoriales et d'un nouveau péage routier illégal à la frontière entre les zones contrôlées par les gangs ont déclenché des affrontements entre les gangs Chen Mechan et 400 Mawozo. Dans les deux cas, les combats n'ont pas duré plus de

la grande majorité des gangs ont accepté de rejoindre Viv Ansanm.³⁹ Aucun gang n'a d'ailleurs quitté la coalition depuis sa création, tandis que d'autres, absents au départ, l'ont rejointe.

Cette cohésion a permis à Viv Ansanm d'alterner entre des périodes d'offensives soutenues et des phases plus défensives, axées sur la protection de ses bastions et des territoires nouvellement acquis. En unissant leurs forces, les gangs de Viv Ansanm ont atteint une puissance militaire inédite dans l'histoire des gangs haïtiens. Même si les données exactes font défaut, des experts estiment que Viv Ansanm compterait entre 12 000 et 20 000 membres, dont environ 3 000 seraient lourdement armés.⁴⁰ Cette alliance leur a permis de s'étendre rapidement dans de nouvelles zones, comme à Kenscoff — une commune située dans les montagnes surplombant le quartier aisé de Pétion-Ville, dans la capitale — ainsi que dans plusieurs villes importantes du département du Centre. Jusqu'alors, les gangs n'avaient pas établi de présence permanente dans ces deux territoires.⁴¹ Des rivalités autrefois jugées irréconciliables se sont atténuées : les chefs de gang connus sous les noms d'Izo et de Krisla, par exemple, fréquentent désormais les mêmes événements et ont même enregistré des morceaux de musique ensemble.⁴²

trois jours et ont pris fin grâce à la médiation d'autres chefs de gang au sein de la coalition. Entretiens de Crisis Group, Port-au-Prince, avril 2025 ; entretiens téléphoniques de Crisis Group, juin 2025. « Football match sparks gang war in Cité Soleil », *Haiti Libre*, 13 septembre 2024 ; « Affrontements armés : deux chefs de gang tués en moins de 48 heures à Carrefour Marassa », *Le Nouvelliste*, 9 juin 2025.

³⁹ Au début, des gangs influents – notamment Brooklyn, dirigé par Ti Gabriel, et Wharf Jérémie, mené par Micanor Altès – ont refusé de rejoindre la nouvelle alliance. Ti Gabriel opère dans le quartier de Brooklyn à Cité Soleil, tandis que Micanor Altès contrôle la zone de Wharf Jérémie, deux territoires stratégiques situés à proximité des deux principaux ports de la capitale. Jimmy Chérizier et Jeff Gwo Lwa ont par la suite convaincu Ti Gabriel et Micanor Altès de collaborer avec Viv Ansanm, bien qu'ils ne participent pas officiellement au processus décisionnel collectif de la coalition. Entretiens de Crisis Group, dirigeants locaux et analystes des gangs, Port-au-Prince, mars-avril 2025.

⁴⁰ Entretiens de Crisis Group, Port-au-Prince, 24 novembre 2025.

⁴¹ En juillet, lors du pèlerinage traditionnel haïtien à Saut d'Eau en l'honneur de la Vierge Marie, les chefs de gang Jeff Gwo Lwa, Lanmo San Jou et Jimmy Chérizier ont fait une apparition publique, accompagnés d'une unité d'élite formée en 2024 par le gang Ti Bwa et connue sous le nom de Backup 100 Plak. L'offensive de janvier 2025 sur Kenscoff a mobilisé des contingents de cinq gangs différents. « Flash report on the events in Kenscoff », Binuh-HCDH, 7 avril 2025.

⁴² Krisla et Izo étaient respectivement affiliés au G9 et au Gpép avant de rejoindre l'alliance Viv Ansanm. Contrôlant des territoires voisins, ils ont passé plusieurs années à s'affronter pour la maîtrise d'un tronçon de route nationale à l'entrée sud de Port-au-Prince. L'une de leurs récentes collaborations musicales est la chanson « Adrese w a chef » (« Adresse-toi au chef », en créole haïtien). « Chrisla ft. Izo Vilaj De dye – Adresew a Chef », vidéo YouTube, chaîne du chanteur haïtien Baky Popilè, 22 mars 2025.

III. La nature changeante des gangs haïtiens

Ces dernières années, les gangs sont passés du statut de forces armées à la solde de puissantes élites à celui d'acteurs autonomes nouant des partenariats mouvants avec les plus offrants. Ils ont renforcé leur emprise territoriale, augmenté leurs revenus illicites et semblent jouer un rôle de plus en plus important dans le trafic de drogues. En consolidant ainsi leur pouvoir, ils ont infligé un très lourd tribut au peuple haïtien, qui a souvent été exposé à une violence incontrôlée.

A. Des liens avec les élites

Les relations entre les gangs haïtiens et les élites du pays ont profondément évolué ces dernières années. Comme indiqué plus haut, le parti politique de gauche Fanmi Lavalas a été le premier à s'appuyer sur des organisations armées — les *baz* — actives dans les bidonvilles densément peuplés de Port-au-Prince et d'autres grandes villes, avant que d'autres forces politiques n'en fassent de même.⁴³ Certains responsables politiques négociaient l'accès de leurs candidats à ces quartiers durant les campagnes électorales, sollicitant l'appui des *baz* pour mobiliser des électeurs ou saboter des bureaux de vote — y compris en détruisant des urnes — lorsque les résultats s'annonçaient défavorables.⁴⁴ En échange, ils procuraient un soutien matériel aux communautés. Ces avantages incluaient la fourniture de groupes électrogènes pour l'éclairage public et la nomination de membres de gangs à des postes subalternes dans l'administration publique ; au fil du temps, des fonds supplémentaires et des armes leur ont également été attribués.⁴⁵ Les membres influents de ces organisations sont devenus des intermédiaires de pouvoir.

Avec le temps, les liens entre ces petits groupes armés et le parti Lavalas se sont distendus, et les gangs se sont de plus en plus tournés vers des activités criminelles pour accroître leurs revenus. Des acteurs économiques ont commencé à les solliciter pour protéger leurs propres entreprises ou saboter des concurrents.⁴⁶ Depuis deux décennies, les élites se servent également des gangs pour orienter ou réprimer les manifestations publiques, qu'elles soient favorables ou hostiles aux gouvernements en place.⁴⁷

⁴³ *Street Sovereigns: Young Men and the Makeshift State in Urban Haiti*, op. cit.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Ibid. Entretien de Crisis Group, leader communautaire, Port-au-Prince, 28 novembre 2023.

⁴⁶ Entretien de Crisis Group, homme d'affaires haïtien, Port-au-Prince, 24 juin 2025.

⁴⁷ Parmi les cas les mieux documentés, on peut citer les massacres qui auraient été perpétrés par des gangs à La Saline, Bel-Air et Cité Soleil entre 2019 et 2020 pour disperser des manifestations antigouvernementales. Voir le briefing Amérique

Les gangs ne sont toutefois plus subordonnés à leurs anciens protecteurs. Alors que le G9 et le Gpèp cherchaient à étendre leur contrôle sur Port-au-Prince, les gangs se sont montrés disposés à s'allier avec tout acteur capable de leur fournir des fonds et des armes. Les relations qui liaient de longue date certains gangs à des élites économiques ou politiques se sont distendues, et les alliances sont devenues de plus en plus fluides et transactionnelles.⁴⁸ Parallèlement, à mesure que les gangs ont renforcé leur puissance militaire et étendu leur contrôle sur une part croissante de la capitale et au-delà, leurs chefs ont cessé d'obéir à leurs anciens protecteurs, exigeant des sommes plus élevées ou menant leurs campagnes de violence en fonction de leurs propres objectifs.⁴⁹

B. *Les activités criminelles de Viv Ansanm*

A mesure que leurs effectifs et leur puissance de feu ont augmenté, les gangs ont diversifié leurs sources de financement et consolidé différents systèmes destinés à générer des revenus criminels. En plus des fonds et des armes fournis par certains responsables politiques et acteurs économiques influents en Haïti, les gangs tirent leurs principaux revenus de systèmes d'extorsion contre protection, de péages illégaux, d'enlèvements contre rançon, ainsi que de la traite et de l'exploitation sexuelles. Selon plusieurs sources, leur implication dans le trafic de drogues et d'armes s'intensifie également.⁵⁰ Si l'extorsion n'est pas une pratique nouvelle, elle a néanmoins connu une expansion fulgurante. Les gangs ont d'abord ciblé de petits commerçants qui n'avaient aucun moyen de résister à leurs menaces armées. Avec le temps, ils ont systématisé la collecte de prélèvements illégaux, tirant profit de l'ensemble des activités commerciales dans les zones qu'ils contrôlaient — y compris des revenus modestes des vendeurs de rue proposant de la nourriture et d'autres biens essentiels.⁵¹ Tandis qu'ils devenaient plus puissants, les gangs ont aussi pu étendre leurs activités d'extorsion à des entreprises de plus grande envergure implantées dans leurs bastions, comme des compagnies de bus, des concession-

latine et Caraïbes de Crisis Group N°48, *Dernier recours en Haïti : la perspective d'une intervention étrangère*, 14 décembre 2022, p. 4.

⁴⁸ Pour une analyse plus approfondie du lien entre politique et violence en Haïti, voir le rapport de Crisis Group, *Une transition en panne : politique et violence en Haïti*, op. cit.

⁴⁹ Entretien de Crisis Group, responsable politique haïtien, Port-au-Prince, 24 octobre 2024.

⁵⁰ De plus en plus d'observateurs s'inquiètent du fait que certains gangs puissent être impliqués dans des réseaux criminels transnationaux se livrant à la traite d'êtres humains à des fins migratoires ou sexuelles, ainsi qu'au trafic d'organes. « Haïti : L'Expert des droits de l'homme William O'Neill conclut sa visite officielle », HCDH, 28 juin 2023.

⁵¹ Entretien de Crisis Group, défenseur des droits humains, Port-Au-Prince, 28 mars 2025.

naires automobiles, des centrales électriques, des usines, ainsi que des sociétés opérant dans des parcs industriels ou des ports maritimes.⁵²

L'extorsion s'est ensuite tournée vers la perception de péages illégaux. Mi-2021, des gangs se sont emparés d'un tronçon de la route nationale reliant la capitale au sud du pays ; par la suite, ils ont étendu leur emprise à plusieurs autres axes menant hors de Port-au-Prince.⁵³ Cette mainmise s'est révélée particulièrement lucrative : les gangs exigent désormais 1 500 dollars par camion et par mois pour emprunter certains axes spécifiques, auxquels s'ajoutent 190 dollars pour chaque trajet depuis les ports de la région.⁵⁴ Le ministre haïtien des Finances estime en outre que les gangs engrangent chaque année entre 60 et 75 millions de dollars supplémentaires en imposant des paiements illégaux sur les cargaisons en provenance de la République dominicaine voisine.⁵⁵ Les gangs perçoivent également des droits de passage à des postes de contrôle installés à l'intérieur de Port-au-Prince, où les véhicules, les piétons et même les enfants se rendant à l'école doivent payer pour circuler.⁵⁶ Ces différents péages ont entraîné une hausse significative du coût des marchandises transportées par voie terrestre, et les communautés qui tentent de ne pas payer s'exposent à de violentes représailles.⁵⁷

Les enlèvements contre rançon constituent une autre source de revenus pour les gangs, en particulier pour les groupes qui étaient affiliés à la coalition Gpèp (depuis la création de Viv Ansanm, Jimmy Chérizier s'efforce de convaincre d'autres chefs de gang d'abandonner cette

⁵² Les gangs exigent désormais de l'argent même aux familles qui souhaitent enterrer leurs proches dans au moins quatre des plus grands cimetières de la capitale, se substituant ainsi à la taxe étatique prélevée pour ce service. « Gangs are taxing corpses in Port-au-Prince », *Ayibopost*, 23 juin 2025.

⁵³ Les gangs affiliés à Viv Ansanm contrôlent désormais toutes les voies d'accès à Port-au-Prince. Ils contrôlent la route nationale 2 (en direction du sud du pays), de larges portions de la route nationale 1 (en direction du nord) dans les départements de l'Ouest et de l'Artibonite, et plus de la moitié de la route nationale 8 qui mène à Malpasse, un poste-frontière avec la République dominicaine. Depuis avril 2025, date à laquelle ils ont pris le contrôle des villes de Mirebalais et de Saut d'Eau, les gangs ont considérablement étendu leur présence dans le département du Centre, consolidant leur emprise sur certaines parties de la route nationale 3 et d'autres routes départementales.

⁵⁴ Entretien de Crisis Group, homme d'affaires, Port-au-Prince, 2 avril 2025.

⁵⁵ « Pour couper l'accès aux gangs à des millions de dollars par mois », *Le Nouvel-iste*, 29 avril 2025.

⁵⁶ « Port-au-Prince: Un péage illégal au centre-ville – la population rançonnée par les gangs », *Vant Bèf Info*, 8 mai 2025.

⁵⁷ En octobre 2024, le gang Gran Grif, qui opère dans le département de l'Artibonite et est affilié à Viv Ansanm, a massacré au moins 70 personnes dans la ville de Pont-Sondé, accusant la population d'emprunter des routes rurales alternatives pour contourner les péages installés par le gang sur la route principale de la zone. « Gang massacre in Haiti town raises questions about effectiveness of international force », *Miami Herald*, 4 octobre 2024.

pratique).⁵⁸ Si le nombre d'enlèvements a diminué au cours de l'année écoulée, les rapt visant des personnes aisées et des ressortissants étrangers se poursuivent.⁵⁹ Les femmes sont fréquemment violées durant leur captivité, les gangs recourant à la violence sexuelle pour contraindre les familles à payer la rançon.⁶⁰ Le gang de Grand Ravine a kidnappé six employés de l'UNICEF en juillet ; le mois suivant, huit personnes, dont une religieuse irlandaise, ont été enlevées dans un orphelinat de la zone de Kenscoff par le groupe placé sous l'autorité du chef de gang connu sous le nom d'Izo 2. Toutes ces personnes ont été libérées après plusieurs semaines de captivité.⁶¹

Depuis un an, les gangs se livrent également à des vols et à des enlèvements en mer, ciblant de petites embarcations et des cargos de taille moyenne dans la baie de Port-au-Prince, ainsi que des passagers transitant entre l'île de la Gonâve et le littoral haïtien.⁶² Certains gangs, comme Village de Dieu et Canaan, disposent de plusieurs vedettes rapides ; d'autres, tels que Wharf Jérémie et Ti Bwa – qui

⁵⁸ « Je souhaite profiter de cette occasion pour adresser un message à tous les membres de Viv Ansanm : aucun pays ne peut se développer en recourant à des enlèvements. [...] Nous devons mettre fin aux kidnappings : c'est une manière de montrer au monde entier que ce ne sont pas ceux d'entre nous qui ont des armes qui sont le problème. » « Pòt pawòl Viv Ansanm lan Babekyou salye desizyon gwoup ame yo nan Site Solèy pran pou fè lapè. » vidéo YouTube, Tele Ginen, 25 juillet 2024.

⁵⁹ Après avoir atteint un niveau record de près de 2 500 enlèvements en 2024, le nombre de kidnappings a légèrement diminué. Des sources ont déclaré à Crisis Group qu'en 2024, des gangs auraient réussi à obtenir une rançon d'un million de dollars en échange de la libération d'une personne. Entretiens de Crisis Group, Port-au-Prince, avril 2025. Voir aussi « United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary-General », UNSC S/2025/418, 27 juin 2025, p. 4, 16.

⁶⁰ « Haïti : La situation "cataclysmique" exige une action immédiate et audacieuse – Rapport du Bureau des droits de l'homme des Nations Unies », communiqué de presse, HCDH, 28 mars 2024.

⁶¹ « UNICEF Employees Held Hostage for 3 Weeks in Haiti », *The New York Times*, 29 juillet 2025; « Eight people kidnapped from Haitian orphanage released after three weeks », *The Guardian*, 31 août 2025.

⁶² Deux incidents ont mis en lumière l'intensification des activités des gangs en mer : le détournement d'un cargo en avril 2024, à bord duquel des gangs ont dérobé environ 10 000 sacs de riz avant que la police ne parvienne à le récupérer, et l'enlèvement de deux membres d'équipage philippins à bord d'un cargo dans le port de Port-au-Prince en septembre 2024. Entretien de Crisis Group, Port-au-Prince, 18 octobre 2024. Voir aussi « Haiti police recover hijacked cargo ship in rare victory after 5-hour shootout with gangs », Associated Press, 9 avril 2024 ; « Deux marins étrangers enlevés dans la rade de Port-au-Prince », *Le Nouvelliste*, 11 septembre 2024. Jusque' début '2025, les garde-côtes haïtiens ne disposaient que de quatre patrouilleurs, dont trois étaient hors service ou mal entretenus. Les garde-côtes ont récemment reçu quatre nouveaux bateaux offerts par les Etats-Unis, mais aucun n'est blindé. Entretien de Crisis Group, responsable de l'ONU, 29 mai 2025.

contrôlent des zones côtières de la capitale — ont récemment fait l'acquisition de bateaux pour mener davantage de raids en mer.⁶³

Divers éléments tendent néanmoins à montrer que le trafic de drogues représente désormais une part croissante des revenus des gangs.

La police haïtienne et les forces de l'ordre des pays voisins ont saisi plusieurs cargaisons importantes de stupéfiants ces derniers mois, conduisant à l'arrestation de ressortissants haïtiens.⁶⁴ En juillet, la police haïtienne a réalisé la plus importante saisie de drogues de ses 30 années d'existence, interceptant plus d'une tonne de cocaïne au large de l'île de la Tortue, dans le nord du pays.⁶⁵ Des responsables de la Commission nationale de lutte contre la drogue ont toutefois indiqué à Crisis Group qu'ils étaient « dans l'incapacité d'évaluer l'ampleur du phénomène ».⁶⁶

Haïti sert de plaque tournante pour le trafic de drogues depuis plusieurs décennies, principalement comme point de transit pour la cocaïne et le cannabis. Ces substances entrent dans le pays par les ports — dont certains sont aujourd'hui sous le contrôle de gangs — ainsi que par des pistes d'atterrissage clandestines, avant d'être acheminées vers les États-Unis, la République dominicaine et l'Europe occidentale.⁶⁷ Si des responsables corrompus et des élites économiques ont été impliqués dans le trafic de drogues comme dans celui d'armes, des experts observent que les gangs jouent désormais un rôle plus direct au sein de ces chaînes d'approvisionnement.⁶⁸

⁶³ Des vidéos publiées en ligne montrent des bateaux à moteur portant les insignes du gang Ti Bwa sur leur coque. Post TikTok par @roikelme, 18 mai 2025.

⁶⁴ En mai, les autorités dominicaines ont saisi 2,7 tonnes de marijuana provenant de la Jamaïque et ayant transité par Haïti par camion. Deux mois plus tard, la police a intercepté plus de 1,3 tonne de marijuana le long de la rivière Toms en Jamaïque, arrêtant cinq personnes, dont deux Haïtiens. « Cargamento de marihuana ocupado en Pedernales tuvo peso de 5937 libras », communiqué de presse, Direction nationale de contrôle des drogues de la République dominicaine, 17 mai 2025 ; « Major drug bust: three charged in guns-for-drugs crackdown », communiqué de presse, Jamaica Constabulary Force, 24 juillet 2025.

⁶⁵ Trois individus soupçonnés de trafic de drogues, originaires des Bahamas et de la Jamaïque, ont été tués lors d'une fusillade avec la police au cours de l'opération. « Police in Haiti seize a ton of cocaine in a boat raid that leaves 3 suspects dead », Associated Press, 15 juillet 2025.

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, Port-au-Prince, 4 juillet 2024.

⁶⁷ « Lettre datée du 12 octobre 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », UNSC S/2023/780, 18 octobre 2023. Lors d'une audition devant le Sénat américain, le directeur du FBI, Kash Patel, a déclaré qu'une grande partie de la cocaïne quittant l'Amérique du Sud transitait par Haïti avant d'atteindre les États-Unis, bien que les autorités américaines n'aient fourni aucune preuve à l'appui de cette affirmation. « FBI Director Kash Patel testifies at Senate hearing », vidéo YouTube, Associated Press, 16 septembre 2025.

⁶⁸ « Lettre datée du 15 janvier 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », UNSC S/2024/79, 17 janvier 2024.

L'emprise de Viv Ansanm sur de longues portions de routes nationales dans au moins trois départements, ajoutée aux opérations maritimes de plusieurs groupes armés, renforce la capacité de ces gangs à acheminer des drogues en provenance d'Amérique du Sud vers les marchés du Nord. Un officier des services de renseignement haïtien a dit à Crisis Group que les gangs collaborent vraisemblablement avec des groupes criminels transportant des drogues depuis la Colombie, via la mer des Caraïbes, vers les Etats-Unis et l'Europe.⁶⁹ Les gangs haïtiens paraissent également consolider leurs relations avec des groupes criminels d'autres pays caribéens, en particulier en Jamaïque, avec lesquels ils échangeraient de la drogue contre des armes à feu.⁷⁰ Selon des habitants, des Jamaïcains auraient aussi été aperçus aux côtés de membres de gangs haïtiens dans une zone côtière de la capitale.⁷¹

C. *La violence des gangs*

En devenant plus riches et plus puissants, les gangs se sont également montrés de plus en plus brutaux. En 2024, le taux d'homicides a atteint un niveau historique, avec plus de 5 600 personnes tuées.⁷² La violence a provoqué des déplacements à l'intérieur du pays : plus de 1,3 million de personnes, soit près d'un Haïtien sur dix, ont dû fuir leur domicile.⁷³ Le contrôle accru exercé par les gangs sur des axes essentiels a perturbé les chaînes d'approvisionnement et aggravé la crise alimentaire, alors que plus de la moitié de la population peine désormais à se nourrir.⁷⁴ Dans leurs campagnes d'expansion territoriale, les gangs ont adopté la stratégie de la terre brûlée, tuant des civils sans distinction, commettant des viols collectifs et des enlèvements, pillant et incendiant des habitations, et ciblant des écoles, des hôpitaux et d'autres bâtiments publics. Leurs victimes sont souvent

⁶⁹ Dimitri Herard, ancien chef de la sécurité du palais national d'Haïti, libéré de prison lors des attaques de grande envergure menées par Viv Ansanm dans la capitale début 2024, aurait permis à des gangs d'établir des contacts avec des groupes criminels qui transportent de la drogue depuis la Colombie vers les Etats-Unis et l'Europe en passant par les Caraïbes. Le Conseil de sécurité de l'ONU a sanctionné Dimitri Herard en octobre pour avoir collaboré avec des gangs et les avoir aidés à se procurer des armes et des munitions. Entretiens de Crisis Group, Port-au-Prince, 29 juin, 3 juillet 2024. « Lettre datée du 15 juillet 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », UNSC S/2024/554, 16 juillet 2024, p. 9 ; « Résolution 2794 (2025) », UNSC S/RES/2794, 17 octobre 2025, p. 5.

⁷⁰ « Lettre datée du 15 janvier 2024, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général », op. cit.

⁷¹ Entretien de Crisis Group, Port-au-Prince, 8 avril 2025.

⁷² « More than 5,600 killed in Haiti gang violence in 2024 », ONU Info, 7 janvier 2025.

⁷³ « Haïti enregistre un nombre record de personnes déplacées alors que 1,3 million de personnes fuient la violence », OIM, 11 juin 2025.

⁷⁴ « Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë, septembre 2025-juin 2026 », op. cit.

les plus vulnérables, celles-là mêmes que les gangs disent vouloir défendre (voir la section IV plus bas).⁷⁵

Les démonstrations de force de Viv Ansanm ont également contribué à isoler le pays. Outre l'attaque menée contre l'aéroport international de Port-au-Prince en mars 2024, des membres de la coalition ont tiré en octobre de la même année sur un hélicoptère de l'ONU qui survolait le bastion d'un gang. Selon les autorités haïtiennes, ils ont également ouvert le feu le mois suivant sur trois avions de ligne tentant d'atterrir et de décoller du même aéroport.⁷⁶ Dans ces conditions, le trafic aérien s'est effondré. Jusqu'à récemment, seuls des vols intérieurs opérés par une compagnie locale, ainsi que des vols militaires, décollaient de l'aéroport de Port-au-Prince. Après qu'un autre avion de ligne eut été pris pour cible lors de son atterrissage, ce service a été suspendu à son tour.⁷⁷

Les gangs ont, à plusieurs reprises, également pris pour cible des diplomates présents en Haïti, notamment lors de trois attaques contre des véhicules de l'ambassade des Etats-Unis en octobre 2024 puis en janvier 2025, ainsi que lors d'assauts récents contre des marines américains chargés de la protection de l'ambassade.⁷⁸ Plus récemment, des gangs se sont emparés à Kenscoff d'un centre de télécommunications, qui est aussi crucial pour la sécurité aérienne du pays. Ils ont menacé de sectionner l'ensemble des câbles et d'incendier le site ; les forces de sécurité ont ensuite repris le contrôle de la zone, comme détaillé ci-après.⁷⁹

⁷⁵ Un ancien habitant du quartier Solino, à Port-au-Prince, a récemment déclaré à des journalistes à propos de la coalition des gangs : « Ils se qualifient de révolutionnaires. Ils n'ont fait que détruire ma vie ». « UN Security Council approves larger international force to combat gangs in Haiti », Associated Press, 1er octobre 2025.

⁷⁶ « Gangs in Haiti open fire and hit a UN helicopter midair as violence surges », Associated Press, 24 octobre 2024 ; « Le Conseil Présidentiel de Transition condamne avec véhémence les actes perpétrés contre la population et l'aéronef de Spirit Airlines et celui de Jet Blue », communiqué de presse, Bureau de communication de la Présidence, 12 novembre 2024.

⁷⁷ « Haiti's Sunrise Airways suspends domestic flights after bullet hits aircraft », op. cit.

⁷⁸ « US to evacuate 20 embassy staff from Haiti following car attack and intensifying gang violence, say sources », CNN, 24 octobre 2024 ; « 1 dead, several wounded in Haiti after armed gangs target consular corp armored vehicles », *Miami Herald*, 22 janvier 2024 ; « US Marines return fire after attack on embassy in Haiti amid escalating gang clashes », *The Haitian Times*, 16 novembre 2025.

⁷⁹ « Haiti police lead daring raid to retake key comms hub. It's a rare win war on gangs », *Miami Herald*, 2 septembre 2025.

IV. La politique de Viv Ansanm

Les gangs cherchent de plus en plus à présenter leur lutte comme étant motivée par l'injustice sociale, bien que les éléments à l'appui de cette affirmation soient extrêmement limités. A plusieurs reprises, des chefs de gang ont désigné les élites qui les avaient initialement armés comme les principaux obstacles à la paix. Viv Ansanm affirme défendre les plus démunis et recourt pour cela à une série de symboles évoquant l'histoire haïtienne de résistance à l'oppression. Les gangs appellent à l'ouverture de négociations dont ils espèrent tirer la nomination de leurs alliés au sein du gouvernement ainsi que l'obtention de leur propre amnistie.

A. Le populisme des gangs

Le représentant le plus visible de Viv Ansanm, Jimmy Chérizier, s'efforce depuis longtemps de présenter les gangs comme porteurs de causes politiques. Il décrit les membres de ces groupes comme de jeunes nationalistes motivés par la perspective de faire tomber un système corrompu qui « exploite les habitants des ghettos ». ⁸⁰ Dans ses messages au public, il convoque régulièrement des symboles nationalistes haïtiens, des références historiques et des critiques des élites du pays – une stratégie rhétorique que de nombreux autres chefs de gang reprennent désormais. ⁸¹

A plusieurs reprises, les gangs ont tenté d'assumer le rôle des autorités lors de commémorations historiques. Le 17 octobre 2021, de violents tirs provenant de gangs alors affiliés au G9 ont contraint le Premier ministre de l'époque, Ariel Henry, à quitter précipitamment l'hommage annuel au héros de l'indépendance, Jean-Jacques Dessalines. ⁸² Jimmy Chérizier, paré d'un costume blanc et d'une cravate noire rappelant les tenues souvent portées par les représentants de l'Etat lors des cérémonies officielles, y a déposé une gerbe. Il était entouré de membres de gangs armés, vêtus de T-shirts arborant une photo du président défunt Jovenel Moïse avec l'inscription « Justice pour Jovenel ». ⁸³ Depuis, Viv Ansanm continue de commémorer cette date, notamment en lançant des attaques coordonnées à travers la capitale. ⁸⁴

⁸⁰ La vidéo dans laquelle il a fait cette remarque, publiée sur YouTube en juin 2020, n'est plus disponible en ligne.

⁸¹ Les chefs de gangs tels que Chrisla, Jeff Gwo Lwa et Lanmo San Jou sont de plus en plus actifs sur les réseaux sociaux, où ils publient des contenus visant à amplifier les messages politiques de la coalition.

⁸² « Le chef de gang Jimmy Chérizier parade au Pont-Rouge après la déroute d'Ariel Henry », *Le Nouvelliste*, 20 octobre 2021.

⁸³ Jimmy Chérizier fait souvent référence à Jean-Jacques Dessalines et à Jovenel Moïse dans ses discours pour exhorter les Haïtiens à résister aux interventions militaires étrangères dans le pays et à défendre ce qu'il présente comme l'héritage

Viv Ansanm a cherché à tirer parti du sentiment anti-gouvernemental en mettant en avant l'opposition entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut », tout en se drapant dans un registre nationaliste.⁸⁵ Ce n'est pas un hasard si Jimmy Chérizier a annoncé la création de Viv Ansanm le 18 août 2023, lors d'une manifestation organisée par des gangs en soutien à des agriculteurs haïtiens construisant un canal d'irrigation sur la rivière Massacre, qui marque la frontière entre Haïti et la République dominicaine. Le projet vise à détourner de l'eau au profit de terres agricoles de plus en plus affectées par la sécheresse, mais le site revêt également une grande importance historique : en 1937, le dictateur dominicain Rafael Trujillo y a ordonné le massacre de milliers d'Haïtiens, dont les corps ont été jetés dans la rivière. Le président dominicain Luis Abinader a vigoureusement protesté contre la construction de ce canal et a temporairement fermé toutes les frontières avec Haïti pour en interrompre les travaux ; le projet a néanmoins remporté une immense adhésion au sein de la population haïtienne.⁸⁶

Les chefs de gang présentent ceux qui détiennent le pouvoir comme les véritables « gangsters », invoquant fréquemment des cas présumés de corruption gouvernementale pour étayer leurs propos.⁸⁷ Ils veillent également à ne jamais désigner leurs organisations comme des gangs, leur préférant les termes « groupes armés » ou « nèg ak zam » (« hommes en armes », en créole haïtien). Les chefs criminels affirment que les élites haïtiennes – qui ont été les premières à armer et à financer les gangs – les ont instrumentalisés et seraient, en réalité, les véritables ennemis du public. Souhaitant apparaître plus accessibles et plus transparents, plusieurs chefs de premier plan de Viv Ansanm, qui jusque-là évitaient les apparitions publiques ou se couvraient le visage

du défunt président, à savoir la lutte contre les oligarques corrompus. Il porte des tatouages représentant ces deux hommes.

⁸⁴ Rapport de Crisis Group, *Une transition en panne : politique et violence en Haïti*, op. cit., p. 16.

⁸⁵ « Aujourd'hui, le peuple est conscient [...]. Ils nous divisent en bas pour pouvoir régner en haut ». « How Port-au-Prince's warring neighborhoods united: Jimmy 'Barbecue' Chérizier and Toto Alexandre », vidéo YouTube, Uncaptured Media, 14 mars 2024.

⁸⁶ Les agriculteurs du nord-est ont lancé la construction du canal d'irrigation en août 2023. « In New York visit, the Dominican Republic's president defends border closure with Haiti », *Miami Herald*, 19 septembre 2023 ; « "Kanal la Pap Kanpe", one of the most significant social movements in Haiti », *Ayibopost*, 27 novembre 2023.

⁸⁷ Jimmy Chérizier évoque fréquemment des cas présumés de corruption impliquant des responsables du gouvernement. Il a qualifié les membres du Conseil présidentiel de transition de « neuf voleurs, neuf chefs de gang, neuf pillards ». Voir, par exemple, « Barbecue, Lanmò, Jeff Gwo lwa, yo fè Gwo deklarasyon Se fòs la yap tant », vidéo YouTube, Wendy info 509, 10 mai 2024.

avec une cagoule, ont commencé à diffuser des vidéos à visage découvert.⁸⁸

Les gangs cherchent également à s'adresser directement à la population haïtienne, en s'appuyant sur des influenceurs qui relaient leur message sur les réseaux sociaux tout en intimidant les journalistes qui les critiquent.⁸⁹ Jusqu'à la fin de l'année 2024, ils diffusaient régulièrement des directs qui attiraient des milliers de spectateurs. Mais depuis que les plateformes ont renforcé leurs contrôles et ont fermé leurs comptes, ils s'appuient désormais principalement sur les vidéos quasi quotidiennes de Jimmy Chérizier, dans lesquelles ce dernier commente l'actualité politique, menace ses adversaires et reconnaît fréquemment les erreurs commises par les gangs.⁹⁰

Les groupes criminels ont également cherché à gagner la faveur des communautés locales en diffusant, sur les réseaux sociaux, des vidéos les montrant distribuant de l'argent à des enfants, offrant des cadeaux lors d'occasions spéciales, telles que la Fête des mères ou Noël, installant de l'électricité dans des espaces publics ou fournissant du matériel scolaire à des familles.⁹¹ Plus récemment, ils ont organisé des manifestations afin de montrer qu'ils bénéficient d'un large soutien populaire dans leur lutte contre l'Etat (un grand nombre de participants y apparaissant le visage masqué).⁹² Lors de ces rassemblements, les manifestants brandissent des banderoles avec une écriture identique et des slogans tels que « A bas les politiciens corrompus » ou « Izo ne fait de mal à personne dans le quartier ».⁹³

⁸⁸ Depuis le mois d'août, Kempès Sanon, le chef du gang Bel-Air, et Christ-Roi Chéry, le chef du gang Ti Bwa, apparaissent dans des vidéos publiées sur les réseaux sociaux sans cagoule couvrant leur visage.

⁸⁹ Dans une vidéo récente, Jimmy Chérizier a déclaré qu'il restait déterminé à « réaliser une vidéo chaque jour [...] pour aider les gens [...] à comprendre que les journalistes malveillants, les journalistes cupides, les journalistes arrogants qui se sentent tout-puissants parce qu'ils sont soutenus par des organisations de défense des droits humains, qui nous fournissent de fausses informations, qui nous mentent ». Post TikTok par @infotou9, 30 juillet 2025. Ce compte est l'un de ceux qui partagent les vidéos de Viv Ansanm. « Journalists in Haiti defy bullets and censorship to cover unprecedented violence », Associated Press, 2 avril 2025.

⁹⁰ Jusqu'en 2024, les comptes de Jimmy Chérizier sur TikTok étaient facilement identifiables, mais ses contenus sont désormais publiés en ligne par des comptes se présentant comme des médias, tels que @NouvelLakay509, @nouveltou9 et @infotou9. Ces publications sont ensuite partagées par des comptes tels que @pot.pawol.geto.a (« le porte-parole du ghetto » en créole haïtien) ou @Miss Dangerous1804 (en référence à l'indépendance d'Haïti en 1804).

⁹¹ Début octobre, certains comptes apparemment liés à des gangs ont publié des vidéos montrant des chefs tels que Mikanor distribuant des enveloppes d'argent liquide et des kits scolaires pour la rentrée scolaire. Voir, par exemple, post TikTok par @infotou9, 6 octobre 2025.

⁹² Entre juin et juillet, trois manifestations de ce type ont eu lieu à Fontamara, à Delmas et à Source Matelas, trois territoires contrôlés par des gangs.

⁹³ Photos publiées sur TikTok, @infotou9, 20 juin et 7 juillet 2025.

A l'occasion du 221^e anniversaire de l'indépendance d'Haïti, Jimmy Chérizier a annoncé que Viv Ansanm avait créé un parti politique.⁹⁴ Bien qu'aucune démarche n'ait jusqu'ici été engagée pour en formaliser l'existence, Jimmy Chérizier conclut désormais chacune de ses déclarations en se présentant comme le porte-parole du parti politique Viv Ansanm.

B. Dialogue et recherche d'amnistie

Viv Ansanm n'a cessé d'appeler au dialogue avec les dirigeants politiques haïtiens, dans l'espoir apparent d'obtenir une participation au gouvernement qui garantirait une amnistie générale pour ses membres.⁹⁵ Les gangs ont refusé de reconnaître le gouvernement de transition formé début 2024, faisant valoir qu'ils avaient été exclus des discussions ayant conduit à sa mise en place.⁹⁶ Alors que les gangs réclamaient d'être associés aux décisions sur l'avenir du pays, Jimmy Chérizier a soutenu lors d'une conférence de presse que les Haïtiens devaient apprendre à se pardonner et à se réconcilier, plaidant de fait pour une amnistie des membres de gangs.⁹⁷ Selon des sources interrogées par Crisis Group, les groupes espèrent la nomination, au sein du nouveau gouvernement, de responsables politiques disposés à engager un dialogue avec eux.⁹⁸

A de nombreuses reprises, Viv Ansanm a évoqué la possibilité de négociations et s'est rapproché de personnalités politiques sensibles à ses demandes. La figure politique la plus ouvertement alignée avec les gangs est Guy Philippe, un ancien commandant de police au parcours controversé : après avoir mené avec succès un coup d'Etat en 2004, il a été extradé vers les Etats-Unis en 2017 pour blanchiment

⁹⁴ Dans cette déclaration, Jimmy Chérizier a affirmé que la coalition des gangs rejetait tous les accords politiques conclus en Haïti depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse et a appelé à la mise en place d'un nouveau gouvernement conforme à la constitution de 1987, avec un exécutif dirigé par un juge de la Cour de cassation. La vidéo annonçant la création du parti politique Viv Ansanm n'est plus disponible en ligne. Une autre vidéo dans laquelle il parle du parti est : « Viv Ansanm tounen Pati Politik, yo gentan gen reprezantan nan chak departman », vidéo publiée sur Facebook, 14 janvier 2025.

⁹⁵ Les chefs de gangs ne reconnaissent que très rarement les véritables intentions qui se cachent derrière leurs appels au dialogue. Une exception a eu lieu lorsque le chef de gang Vitelhomme Innocent a reconnu, qui, lors de son premier entretien avec un média international et alors que Viv Ansanm paralysait Port-au-Prince, a reconnu que les gangs exigeaient l'amnistie sous tout futur gouvernement. « Gangs forced out Haiti's government. This FBI 'Most Wanted' gang leader claims they're liberating the country », CNN, 30 avril 2024.

⁹⁶ « Haiti gang leader will consider ceasefire but warns foreign forces will be treated as "invaders" », Sky News, 29 mars 2024.

⁹⁷ « Jimmy Chérizier alias Barbecue fè konnen premye minis Ariel Henry », vidéo YouTube, Sieso News Haïti, 29 février 2024.

⁹⁸ Entretien téléphonique de Crisis Group, mars 2025.

d'argent et a purgé une peine de six ans dans une prison fédérale avant d'être renvoyé en Haïti en 2023.⁹⁹ L'année suivante, il a proposé la création d'un conseil présidentiel composé de trois membres, dont il prendrait la tête. Il a aussi plaidé en faveur d'une amnistie pour les gangs et pour les élites associées à ces derniers.¹⁰⁰

C'est peut-être sous le gouvernement de l'ancien Premier ministre Garry Conille qu'Haïti a paru le plus près d'engager des discussions formelles avec les gangs. Après sa nomination le 28 mai 2024, le porte-parole de Viv Ansanm a laissé entendre que Gary Conille pourrait changer le cours de l'histoire en apaisant le pays par le dialogue.¹⁰¹ Le lendemain, alors qu'il accueillait le premier contingent kényan déployé dans le cadre de la force multinationale, Gary Conille a répondu par une déclaration ambiguë qui ne fermait pas complètement la porte à des négociations : « Commencez par déposer les armes, reconnaissez l'autorité de l'Etat, et nous verrons ensuite quelle voie emprunter ».¹⁰²

Au cours des semaines qui ont suivi, le gouvernement comme les groupes armés ont semblé disposés à apaiser les hostilités, accomplissant des gestes suggérant que des pourparlers directs pourraient être envisagés. Jimmy Chérizier a suggéré publiquement que le Premier ministre gagnerait à inaugurer son mandat par une initiative au bénéfice des populations, par exemple en procédant au nettoyage des amas de déchets qui encombraient la zone du bas Delmas, à Port-au-Prince.¹⁰³ Peu après, une campagne de nettoyage des rues a été menée par la femme politique Magalie Habitant (laquelle a été arrêtée par la suite, en raison de ses liens présumés avec des dirigeants de Viv

⁹⁹ « Return to Haiti of a Coup Leader Raises Concerns of More Turmoil », *The New York Times*, 30 novembre 2023; vidéo TikTok, @wenky.bens.233, 12 novembre 2024.

¹⁰⁰ A l'époque, Guy Philippe n'avait pas ouvertement reconnu être associé à Viv Ansanm, mais il avait déclaré que certains gangs « appréciaient [son] discours et que certains souhaitaient [le] suivre ». « Haiti ex-coup leader Guy Philippe demands PM resign, wants presidency », Reuters, 8 mars 2024. L'un de ses associés avait toutefois déclaré à la radio publique que les gangs n'étaient pas des « bandits » mais plutôt des « rebelles » cherchant à libérer le pays. Il avait ajouté que Guy Philippe était à la tête de cette révolution. « Pòt pawò Revèy Ayiti, Jean Hilaire Lundi mande popilasyon an mobilize nan tout peyi a » vidéo YouTube, Radio Television Caraïbes, 25 juillet 2024.

¹⁰¹ « Jimmy Chérizier dit Barbecue veut dialoguer », *Le Nouvelliste*, 24 juin 2024.

¹⁰² « Échos de la Conférence de Presse de Dr Garry Conille et Dr Monica Juma », vidéo YouTube, *Presslakay*, 25 juillet 2024.

¹⁰³ Dans une vidéo diffusée en ligne, Jimmy Chérizier a déclaré que le Premier ministre Garry Conille pourrait engager le dialogue avec les gangs afin de pacifier le pays, désarmer les membres de ces groupes, organiser des élections et mettre la nation sur la voie du développement. Jimmy Chérizier a ajouté que les gangs étaient en « mode observation », attendant des signaux du gouvernement, tels que le lancement d'une campagne de nettoyage dans le bas Delmas. Vidéo TikTok, @tanishadarlinevlog2, 24 juin 2024.

Ansanm).¹⁰⁴ Les opérations se sont déroulées sans incident, contrastant nettement avec les affrontements avec les forces de sécurité qui avaient paralysé cette même zone quelques semaines auparavant – un signe manifeste de l'accueil favorable réservé par les gangs à cette initiative. Alors que les travaux débutaient, Jimmy Chérizier a lu une déclaration adressée à Gary Conille : « Nous avons décidé d'annoncer publiquement notre stratégie visant à déposer les armes, faciliter le dialogue national et mettre fin à la guerre que mène la mafia ». ¹⁰⁵

Si cette « diplomatie des ordures » semblait destinée à préparer le terrain à des pourparlers, elle a pris fin brusquement lorsque le conseil présidentiel a décidé de révoquer le Premier ministre Gary Conille et de le remplacer par Alix Didier Fils-Aimé en novembre 2024.¹⁰⁶ En réaction, les gangs – qui avaient réduit leurs attaques pour permettre l'ouverture de discussions – ont annoncé qu'ils reprendraient leur offensive contre le gouvernement.¹⁰⁷ Depuis, Viv Ansanm s'efforce d'étendre le territoire placé sous son contrôle et affirme de nouveau que son principal objectif est de renverser le gouvernement.¹⁰⁸

Cela étant, le mouvement continue de manifester sa volonté de négocier la paix en échange d'une amnistie. En juillet 2024, le groupe a convaincu Ti Gabriel de démolir plus d'une douzaine de murs de brique et de béton qui avaient été érigés à Cité Soleil au cours des quatre années précédentes afin de délimiter les territoires de gangs rivaux.¹⁰⁹ A cette occasion, Jimmy Chérizier a affirmé que les gangs

¹⁰⁴ Magalie Habitant a reconnu avoir communiqué avec au moins six chefs de gangs influents de Viv Ansanm, et la police dispose de preuves qu'elle a négocié un accord avec le directeur de la Caisse d'assistance sociale, l'agence publique de protection sociale, pour verser 350 000 gourdes haïtiennes (environ 2 670 dollars) aux gangs pour l'achat de munitions. « Haitian ex-lawmaker and former director arrested in ongoing gang crisis investigation », *The Haitian Times*, 14 janvier 2025. Rapport confidentiel, Direction centrale de la police judiciaire d'Haïti, Bureau des affaires criminelles, 27 mars 2025. Dans les archives de Crisis Group.

¹⁰⁵ « Jimmy Chérizier Alys Babekyou mande dyalog Premye minis Garry Conille epi CP an », vidéo YouTube, Bon Zen TV, 5 juillet 2024.

¹⁰⁶ « Haiti's prime minister ousted after six months », BBC, 10 novembre 2024.

¹⁰⁷ « BBQ anonse gwo kouri nan peyi a jodi Dimanch 10 Novanm 2024 la », vidéo YouTube, Echo News 509, 10 novembre 2025. Jean Rebel Dorcéat, ancien membre de la Commission nationale de désarmement, de démantèlement et de réinsertion (CNDDR), a déclaré par la suite qu'avant le remplacement de Garry Conille, il était prévu de rouvrir la route contrôlée par les gangs qui relie Port-au-Prince au nord d'Haïti et d'y organiser un marathon le 18 novembre 2024. « Le gouvernement Conille avait prévu d'ouvrir la route nationale # 1, révèle Jean Rebel Dorcéat », *Le Nouvelliste*, 27 novembre 2024.

¹⁰⁸ « Dife pete nan Primati! Babekyou pran tèt CPT a? » vidéo YouTube, Bon Chwa TV, 4 avril 2025.

¹⁰⁹ Ces murs sont connus en Haïti sous le nom de VAR – en référence au système d'assistance vidéo à l'arbitrage (Video Assistant Referee en anglais, ou VAR) utilisé dans le football pour contrôler les décisions arbitrales pendant les matches – et servaient à empêcher les déplacements d'un territoire à l'autre. Des tireurs d'élite étaient souvent postés le long de ces murs pour tirer sur toute personne qui s'en

poursuivaient leurs efforts en faveur de la paix sans l'intervention des responsables politiques. Un an plus tard, Viv Ansanm s'est retiré de plusieurs quartiers de la capitale – notamment Solino, Nazon et certains secteurs de Delmas – qu'il avait conquis par la force fin 2024, appelant les habitants à regagner leurs domiciles. Là encore, la coalition a présenté cette démarche comme le signe de sa volonté de conclure la paix directement avec les populations, plutôt que par l'intermédiaire de responsables politiques.¹¹⁰

Cherchant à raviver la possibilité de négociations susceptibles d'aboutir à une amnistie, Viv Ansanm a adressé en août une lettre au nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en Haïti, Carlos Ruiz Massieu. Dans cette lettre, la coalition de gangs mettait en exergue l'expérience de celui-ci, ancien responsable de la Mission de vérification de l'ONU en Colombie, au sein de laquelle il avait supervisé la mise en œuvre de l'accord de paix avec la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC).¹¹¹ Elle affirmait que le conflit haïtien ne pourrait être résolu que par le dialogue et laissait entendre clairement que l'unification des forces des gangs au sein de la coalition Viv Ansanm visait à pousser les autorités à engager des négociations. « Haïti sera un paradis partagé ou un enfer commun », précisait notamment le document. La lettre n'a toutefois précisé aucune des revendications que les gangs entendraient défendre dans le cadre d'éventuelles discussions avec les autorités.

Les gangs sont pleinement conscients que l'instabilité politique du pays leur offre des opportunités d'étendre leur influence au sein des institutions haïtiennes. Le mandat du Conseil présidentiel de transition arrive à échéance le 7 février 2026 et les négociations relatives à sa succession sont désormais entamées. Viv Ansanm cherchera vraisemblablement à exploiter cette période de transition afin de veiller à ce que des personnes disposées à s'allier à ses membres soient intégrées à toute future configuration politique.

approchait, ce qui a inspiré la comparaison avec les systèmes d'arbitrage virtuel qui voient tout. La destruction de ces structures a permis la réouverture des routes, améliorant l'accès aux biens essentiels pour les habitants des zones qui avaient été coupées du reste de la capitale en raison des fréquents affrontements entre les gangs. « Cité Soleil : des chefs de gangs font la paix, une foule en liesse dans les rues », *Le Nouvelliste*, 24 juillet 2024.

¹¹⁰ Vidéo TikTok, @infotou9, 25 août 2025. Peu de personnes sont retournées dans ces quartiers, presque toutes les maisons ayant été pillées, en partie incendiées ou détruites. La police a exhorté la population à ne pas y retourner avant que le gouvernement n'ait mis en place un plan de relogement, avertissant que les gangs utiliseraient les civils comme boucliers humains. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, anciens habitants de Solino, août-septembre 2025. « Haitians yearn for home as gangs welcome them and police warn it's too dangerous », Associated Press, 16 septembre 2025.

¹¹¹ « Vérité historique et réflexion stratégique sur la crise haïtienne », lettre du Parti Politique Viv Ansanm, 19 août 2025.

V. La riposte

La police nationale haïtienne et l'armée du pays, récemment reconstituée, se sont révélées incapables d'endiguer la montée en puissance des gangs, tandis que la mission multinationale de sécurité, approuvée par l'ONU, n'a jamais disposé des financements ni des effectifs nécessaires à son bon fonctionnement. Cherchant désespérément à rétablir la sécurité, le Premier ministre a fait appel à des sociétés militaires privées pour appuyer une *task force* dont la puissance de feu contre les gangs a été renforcée, soulevant des préoccupations quant aux dommages collatéraux subis par les civils. Les partenaires étrangers d'Haïti, emmenés par les Etats-Unis, ont pour leur part entériné la création d'une force militaire plus robuste, destinée à être déployée dans le pays et censée bénéficier d'un financement plus prévisible.

A. De nouvelles formes de combat

Pour faire face à la menace que constituent les gangs, les autorités haïtiennes ont mis en œuvre une série de nouvelles tactiques et capacités policières. L'une des plus notables est l'utilisation de drones armés afin de cibler les gangs au sein de leurs bastions. En juin, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a indiqué que les frappes de drones effectuées au cours des trois mois antérieurs avaient fait au moins 223 blessés – dont les chefs de gang connus sous les alias Izo et Ti Lapli – et plus de 236 morts, parmi lesquels six civils.¹¹² Sur la même période, la police haïtienne aurait tué 814 personnes et en aurait blessé 449 autres, dont 189 civils.¹¹³

Les frappes de drones sont conduites par une *task force* composée de membres des forces de l'ordre haïtiennes et de personnels d'une société de sécurité privée appartenant au fondateur de Blackwater, Erik Prince.¹¹⁴ Initiée par le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, qui s'était déclaré insatisfait des performances de la police sous la direction de Normil Rameau, cette *task force* a d'abord utilisé des drones pour frapper des bastions de gangs difficiles à atteindre par

¹¹² « Quarterly Report on the Human Rights Situation in Haiti, April–June 2025 », HCDH-Binuh, juin 2025, p. 13. En septembre, un drone porteur d'explosifs a été lancé dans un parc du quartier Simon Pelé, à Port-au-Prince, où le chef de gang Djouma distribuait des cadeaux à des enfants. La frappe a tué onze mineurs, dont certains âgés de seulement deux ans. Djouma est, lui, sorti indemne. « Drone Strike in Haiti Kills 8 Children at a Birthday Party », *The New York Times*, 23 septembre 2025.

¹¹³ « Quarterly Report on the Human Rights Situation in Haiti, April–June 2025 », op. cit.

¹¹⁴ « A Desperate Haiti Turns to Erik Prince, Trump Ally, in Fight Against Gangs », *The New York Times*, 28 mai 2025.

d'autres moyens.¹¹⁵ Si cette tactique a suscité un climat de crainte au sein des gangs, les autorités n'ont toutefois pas réussi à reprendre le contrôle des territoires, en partie en raison d'un manque de coordination entre la *task force* et la police.¹¹⁶ En août 2025, Normil Rameau a été relevé de ses fonctions et, sous l'autorité du nouveau directeur général de la police, Vladimir Paraison, les deux entités ont commencé à collaborer. Lors de la première opération pleinement coordonnée associant policiers et militaires haïtiens, membres de la mission dirigée par le Kenya et sous-traitants privés chargés de piloter des drones porteurs d'explosifs, la force conjointe a repris le centre de télécommunications connu sous le nom de Teleco, à Kenscoff, au sud de Port-au-Prince.¹¹⁷

Le recours à des drones pour cibler des membres de gangs en dehors de tout contexte de combat suscite un vif débat en Haïti comme à l'étranger, les défenseurs des droits humains s'interrogeant sur la légalité d'un usage de la force létale lorsque des vies ne sont pas immédiatement menacées.¹¹⁸ Jusqu'à présent, toutefois, seuls des responsables canadiens, parmi les représentants des bailleurs de fonds internationaux, ont relayé ces préoccupations.¹¹⁹ Les autorités haïtiennes, pour leur part, invoquent la gravité de la menace que représente Viv Ansanm pour justifier l'emploi de drones.¹²⁰

¹¹⁵ Un haut responsable haïtien a déclaré à Crisis Group que le Premier ministre souhaitait démettre Normil Rameau de ses fonctions, mais qu'il ne pouvait pas le faire car celui-ci bénéficiait du soutien de certains conseillers présidentiels. Entretien de Crisis Group, Port-au-Prince, 1er avril 2025 ; tweet de la Primature de la République d'Haïti, @PrimatureHT, 12h47, 1er mars 2025.

¹¹⁶ Une source a indiqué que les premières frappes de drones constituaient une mesure de dernier recours, alors que les gangs s'étaient emparés d'une grande partie de la commune de Delmas, à Port-au-Prince, et que les forces de sécurité semblaient incapables de les empêcher d'avancer vers les bureaux du conseil présidentiel et du Premier ministre, situés à Pétion-Ville. Entretien de Crisis Group, responsable gouvernemental haïtien, Port-au-Prince, 1er avril 2025.

¹¹⁷ « Haiti police lead daring raid to retake key comms hub. It's a rare win in war on gangs », op. cit.

¹¹⁸ L'expert de l'ONU sur les droits humains en Haïti, William O'Neill, a indiqué que le pays n'avait pas été déclaré en état de conflit armé, limitant ainsi les moyens légaux dont disposent les forces de l'ordre pour recourir à la force létale. « "The Wild West": Desperation is rampant in Haiti as gangs, vigilantes spread », ONU info, 15 août 2025.

¹¹⁹ Un porte-parole de la police canadienne a déclaré en juin que les frappes de drones de la *task force* du Premier ministre « enfreign[ai]ent le droit pénal national haïtien et le droit international en matière de droits humains », ajoutant que cette force n'avait « aucune autorité légale ». « Haiti is Using Drones to Fight Gangs. Here's Why That's Likely to Be Illegal », *The New York Times*, 17 juin 2025.

¹²⁰ Des responsables politiques haïtiens ont souligné la gravité du conflit pour justifier l'utilisation de drones. « Si vous n'appellez pas cela une guerre, je ne sais pas ce que c'est », a ainsi déclaré Fritz Jean, un membre du conseil présidentiel, en juillet. « Drones are vital to fight Haiti's gangs, says interim leader », *Financial Times*, 13 juillet 2025.

Les forces armées haïtiennes ont également été mobilisées dans le cadre de la campagne de sécurité conduite par le gouvernement de transition. Dissoute en 1995 puis rétablie par le président Jovenel Moïse en 2017, l'armée appuie désormais régulièrement la police dans ses offensives contre les gangs.¹²¹ Elle demeure cependant insuffisamment équipée et largement sous-formée, et ses 900 soldats se consacrent principalement à des missions statiques, telles que la sécurisation de sites stratégiques et la protection des zones reconquises par la police haïtienne et la mission multinationale.¹²² Selon des officiers supérieurs de l'armée haïtienne, la force se compose en grande partie d'ingénieurs, de médecins et d'agronomes, dont beaucoup ne sont pas préparés au combat. Ces officiers expriment l'espoir que les programmes de formation en cours permettront de constituer des unités d'infanterie spécialisées, aptes à affronter les gangs sur le terrain.¹²³ La Colombie, la France et le Mexique dispensent actuellement des formations à l'intention des soldats haïtiens.¹²⁴

B. *Une mission étrangère renforcée*

En septembre, deux jours avant l'expiration du mandat de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya, le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé une nouvelle opération : la « Force de répression des gangs » ou FRG.¹²⁵ Fruit d'une initiative de l'administration Trump, la résolution présentée par les Etats-Unis et le Panama autorise un déploiement de 5 500 militaires et 50 civils chargés de « neutraliser, isoler et dissuader » les gangs haïtiens.¹²⁶ Elle

¹²¹ L'armée haïtienne a été dissoute à la suite du coup d'Etat mené par le général Raoul Cédras, qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide en 1991. Jovenel Moïse a rétabli l'armée en 2017, mais les partenaires étrangers, en particulier les Etats-Unis, se sont opposés à ce qu'elle joue un rôle prépondérant. En conséquence, l'armée s'est d'abord vu confier des missions limitées, telles que la sécurisation des infrastructures vitales. Cependant, après que les soldats haïtiens stationnés dans une base à l'intérieur de l'aéroport de Port-au-Prince ont contribué, en 2024, à déjouer la tentative de Viv Ansanm de prendre le contrôle du site, l'opposition à la reconstitution de l'armée haïtienne s'est atténuée. Entretien de Crisis Group, officier supérieur de l'armée, Port-au-Prince, 23 octobre 2024. « Haitian army set to make controversial return after two decades », Reuters, 18 novembre 2017 ; « Haiti has deployed its army; troops joined police to push back gang takeover of airport », *Miami Herald*, 6 mars 2024.

¹²² Ibid.

¹²³ Entretien de Crisis Group, Port-au-Prince, 9 avril 2025.

¹²⁴ « Haïti envía militares a México para entrenamiento mientras persiste la violencia de pandillas », CNN, 25 juillet 2025 ; « Colombia entrenará Fuerzas Militares y de Policía de Haití », communiqué de presse, présidence de la République de Colombie, 2 août 2025 ; « Un nouveau contingent de 25 soldats des FAD'H part en Martinique pour une formation », *Vant Bèf Info*, 14 septembre 2025.

¹²⁵ « Haiti: new 'suppression force' for Haiti amid gang violence », ONU Info, 30 septembre 2025.

¹²⁶ « Résolution 2793 (2025) », UNSC S/RES/2794, 30 septembre 2025, Para 1(a).

institue également un nouveau groupe diplomatique ad hoc, le Groupe permanent des partenaires, chargé de superviser l'opération.

La résolution du Conseil de sécurité repose sur l'idée qu'une force plus robuste, davantage structurée autour d'opérations militaires et soutenue par un financement plus prévisible, serait susceptible de stabiliser le pays, contrairement à la mission actuellement déployée.¹²⁷ Le fonds fiduciaire géré par l'ONU pour la mission n'a reçu qu'environ 113 millions de dollars, somme très insuffisante pour couvrir ses coûts annuels.¹²⁸ Faute de moyens supplémentaires pour renforcer ses effectifs et acquérir de nouveaux équipements, la MMAS ne pouvait lancer de contre-offensives, maintenir le contrôle des zones qu'elle avait sécurisées, ni patrouiller bien au-delà de sa base.¹²⁹

Sur le papier, la nouvelle force s'écarte nettement du mandat assigné à la MMAS. Pensée comme une opération offensive à caractère militaire, et non comme une mission policière, elle sera habilitée à opérer indépendamment des autorités haïtiennes. Les partisans de cette force soutiennent en outre que, puisqu'elle sera déployée sur une plus grande partie du territoire, elle sera en mesure de répondre à un éven-

¹²⁷ Les Etats-Unis ont dévoilé leurs plans pour la FRG fin août, lorsqu'ils ont lancé une campagne diplomatique offensive en faveur de cette proposition. Le secrétaire d'Etat Marco Rubio et le chargé d'affaires américain en Haïti, Henry Wooster, ont consacré une grande partie de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2025, à rallier des soutiens. Le gouvernement de transition haïtien, la Caricom, les 32 membres actifs de l'Organisation des Etats américains (OEA) et le G7 ont tous donné leur accord. La Chine, la Russie et le Pakistan se sont abstenus lors du vote, invoquant des préoccupations telles que l'autorisation du recours à la force létale, des structures de responsabilité peu claires et l'absence d'engagements fermes en matière de troupes et de financement volontaire. Le représentant russe a expliqué que son gouvernement avait décidé de ne pas opposer son veto à la résolution après que les autorités haïtiennes et les Etats voisins leur eurent demandé de ne pas la bloquer. Tout comme la Chine, la Russie a également souligné que les Etats-Unis exerçaient des pressions sur les Etats membres pour qu'ils contribuent aux coûts financiers de la nouvelle force, alors qu'ils ne respectaient pas eux-mêmes leurs propres obligations financières vis-à-vis du budget de l'ONU. Conseil de sécurité de l'ONU, 80e année : 10009e séance, S/PV.10009, 30 septembre 2025. « Haiti: Vote on a Draft Resolution Authorising a "Gang Suppression Force" and a UN Support Office », Security Council Report, 30 septembre 2025 ; Entretiens de Crisis Group, diplomates de l'ONU, septembre 2025.

¹²⁸ « US funding for Haiti mission in doubt if UN resolution rejected, official says », Reuters, 24 septembre 2025.

¹²⁹ Dans une lettre adressée au Conseil de sécurité, le gouvernement kényan a expliqué qu'en raison du manque de ressources, la mission n'avait pu déployer que 991 des 2 500 membres du personnel attendus, et que ceux-ci opéraient avec moins de 30 pour cent de l'équipement prévu. « Note verbale datée du 20 juin 2025, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par la Mission permanente du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies », UNSC S/2025/402, 20 juin 2025.

tail plus large de menaces, notamment le trafic de drogues et les armes illicites.¹³⁰

Toutefois, pour assurer le fonctionnement d'une telle force, le soutien financier de l'ONU sera déterminant. Le dispositif prévoit la création d'un Bureau d'appui pour Haïti, établi à Port-au-Prince, qui devra être opérationnel d'ici avril 2026, conformément à la résolution du Conseil de sécurité. Ce bureau prendra en charge le carburant, la nourriture, l'eau, l'hébergement, les services médicaux, les infrastructures opérationnelles et les communications stratégiques de la mission, ainsi que l'évacuation médicale des agents de sécurité haïtiens participant à des opérations conjointes avec la force étrangère.¹³¹ Il remboursera également les Etats qui fournissent des contingents pour les équipements létaux qu'ils mettent à disposition. La décision du Conseil de financer une partie des opérations sur le budget du maintien de la paix de l'ONU devrait rassurer les Etats susceptibles de contribuer des troupes et alléger sensiblement la charge financière supportée par les Etats-Unis, principal bailleur de fonds de la MMAS. Cela étant, la suspension des contributions américaines au budget du maintien de la paix, décidée par le président Trump, exerce sur l'ONU une contrainte financière de grande ampleur.¹³²

De nombreuses questions demeurent en suspens quant au fonctionnement de la FRG, notamment celle de savoir quels pays fourniront des troupes. A l'heure de la publication de ce rapport, aucun pays ne s'est porté volontaire pour diriger la mission ; toutefois, le Groupe permanent des partenaires – qui réunit les Bahamas, le Canada, le Salvador, le Guatemala, la Jamaïque, le Kenya et les Etats-Unis – devrait mobiliser des contingents et des contributions financières en appui à l'opération, ainsi que désigner sa direction civile et militaire.¹³³ L'administration Trump a par ailleurs encouragé l'Organisation des Etats américains (OEA) à exercer une fonction plus déterminante dans la mobilisation du soutien régional.¹³⁴ Albert Ramdin, le secrétaire général de l'OEA, a élaboré une feuille de route destinée à mobiliser un appui en faveur de la Force de répression des gangs, assortie d'un plan d'action visant à répondre aux besoins urgents du pays et à ses priorités de long terme.¹³⁵

¹³⁰ Entretien téléphonique de Crisis Group, responsable américain, 10 octobre 2025.

¹³¹ Résolution 2793 (2025), op. cit

¹³² Briefing special de Crisis Group N°13, *Dix défis pour les Nations unies en 2025-2026*, 9 septembre 2025 ; « Trump administration to unlock hundreds of millions for UN peacekeeping », *Devex*, 6 octobre 2025.

¹³³ Entretien téléphonique de Crisis Group, 30 septembre 2025

¹³⁴ « Organization of American States under pressure from the US to help quell gang violence in Haiti », *Associated Press*, 22 mai 2025.

¹³⁵ La feuille de route vise à coordonner les initiatives internationales afin d'appuyer les autorités haïtiennes dans cinq domaines : rétablir la sécurité, parvenir à un

Selon des diplomates et des fonctionnaires onusiens, le bureau d'appui soutenu par l'ONU pourrait nécessiter entre 350 et 500 millions de dollars par an, tandis que des responsables américains estiment que les coûts annuels combinés de la FRG et du bureau d'appui pourraient avoisiner un milliard de dollars.¹³⁶ Ce calcul n'inclut pas les dépenses liées au personnel, qui ajouteraient environ 100 millions de dollars par an et seraient financées par des contributions volontaires via le fonds fiduciaire de l'ONU.¹³⁷ Sans ces financements, il est peu probable que la nouvelle mission puisse atteindre ses objectifs. Albert Ramdin a pour sa part reconnu que la principale difficulté rencontrée par le plan d'ensemble élaboré par son organisation pour Haïti tient à la mobilisation des ressources indispensables à sa mise en œuvre.¹³⁸

La nécessité de rendre des comptes constitue également une préoccupation majeure. La force devra s'appuyer sur du personnel disposant d'une expertise en opérations offensives en milieu urbain, la plupart des gangs étant retranchés dans des bidonvilles densément peuplés. Compte tenu du risque que des civils soient utilisés comme boucliers humains lors des combats, l'ONU devra exercer un contrôle étroit afin de prévenir les violations des droits humains.

C. *Justice populaire*

En l'absence d'une sécurité publique garantie par l'Etat, de nombreux Haïtiens ont constitué des groupes d'autodéfense pour protéger leurs communautés. En avril 2023, des habitants du quartier de Canapé-Vert, dans la capitale, ont ainsi lynché plus d'une douzaine de personnes soupçonnées d'appartenir à des gangs. Cet épisode a déclenché le mouvement dit « Bwa Kale », dans le cadre duquel des milices d'autodéfense ont émergé dans tout le pays.¹³⁹ A Port-au-Prince, ces

consensus politique, organiser des élections, améliorer l'acheminement de l'aide humanitaire et promouvoir un développement économique durable. Son coût total est estimé à 2,6 milliards de dollars, dont 1,336 milliard est alloué à la sécurité. « OAS Secretary General Presents Roadmap for Stability and Peace in Haiti », communiqué de presse, OEA, 20 août 2025.

¹³⁶ Entretiens de Crisis Group, New York, septembre 2025.

¹³⁷ Sur la base de deux tarifs différents : 828 dollars par soldat et par mois (taux pour l'AUSSOM, la mission de l'Union africaine (UA) en Somalie) et 1 428 dollars par soldat et par mois (taux des opérations de maintien de la paix de l'ONU).

¹³⁸ L'OEA prévoit d'organiser une conférence internationale des bailleurs de fonds, en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement, afin de contribuer à mobiliser les ressources substantielles nécessaires à la mise en œuvre de ce plan. « Quand Albert Ramdin évoque la feuille de route pour la stabilité et la paix en Haïti », *Le Nouvelliste*, 21 octobre 2025.

¹³⁹ Le 24 avril 2023, alors que des rumeurs faisaient état d'une offensive imminente de grande envergure des gangs à Port-au-Prince, la police a intercepté un minibus traversant Canapé-Vert avec à son bord treize membres présumés de gangs, ainsi que des armes. Les habitants ont lynché les passagers et les images de l'incident sont devenues virales sur les réseaux sociaux. Cet événement a déclenché

brigades (selon la terminologie en usage en Haïti) ont érigé des barrières et établi des points de contrôle aux accès des secteurs placés sous leur emprise.¹⁴⁰ Compte tenu de la rareté des forces de sécurité en dehors de la capitale, les brigades d'autodéfense jouent un rôle majeur pour freiner l'expansion des gangs. Ces derniers ripostent en lançant des offensives d'une extrême brutalité contre les villes et les villages où opèrent ces brigades, ciblant des civils qu'ils estiment opposés à leur présence.¹⁴¹

Les brigades ont considérablement renforcé leurs capacités au cours des deux dernières années, acquérant des armements lourds et consolidant leur organisation interne ainsi que leur coordination avec d'autres groupes d'autodéfense. Selon des policiers, ces groupes se révèlent parfois plus efficaces pour contenir les gangs que les forces de sécurité étatiques, car ils disposent d'une connaissance fine des territoires qu'ils protègent et sont en mesure d'y assurer une présence constante.¹⁴² Les défenseurs des droits humains soulignent toutefois que les inspections effectuées par certaines brigades armées aux points de contrôle deviennent de plus en plus agressifs. Des informations font état de passages à tabac – et, dans certains cas, d'homicides – visant des personnes incapables de justifier leur présence dans une zone donnée. Des individus se trouvant sans pièces d'identité, ou suspectés d'appartenir à un gang en raison de leur apparence physique,

une vague de lynchages 'de membres présumés de gangs par des groupes d'autodéfense et par des foules désorganisées. Voir Diego Da Rin, « Les Haïtiens recourent à la justice populaire alors que la menace des gangs s'intensifie », commentaire de Crisis Group, 3 juillet 2023.

¹⁴⁰ Pour plus d'informations sur les brigades d'autodéfense à Port-au-Prince, voir le rapport de Crisis Group : *Une transition en panne : politique et violence en Haïti*, p. 19, op. cit.

¹⁴¹ Les localités situées le long de la route nationale 1, qui relie la capitale au nord du pays, ont subi certaines des attaques les plus violentes, notamment le meurtre de plus de 100 habitants à Source-Matelas par les gangs de Village de Dieu et de Canaan en avril 2023, et le massacre perpétré en octobre 2024 à Pont-Sondé par Gran Grif. En septembre, plus de 40 personnes ont été massacrées dans la ville de Labodrie après l'implication d'un groupe d'autodéfense dans la mort d'un lieutenant d'un gang basé à Cabaret. Dans le département du Centre, les affrontements entre les gangs et les brigades d'autodéfense se sont intensifiés en 2025. Après que la police, avec l'aide d'une brigade locale, eut saisi des armes de gros calibre et plus de 10 000 cartouches, Viv Ansanm a lancé une offensive majeure qui a permis à la coalition de gangs d'étendre son emprise dans la région. Le groupe d'autodéfense Back-up Feray a désormais mis en place des barrages routiers dans cette zone, ralentissant ainsi le flux illégal d'armes entrant à Port-au-Prince. « Situation de terreur en Haïti, les chiffres noirs du gouvernement d'Ariel Henry », Foundasyon Jeklere, 2 mai 2022, p. 13-14.; « Arcahaie respire après les attaques, la PNH saluée », *Le Nouvelliste*, 31 octobre 2024 ; « Importante saisie de munitions à Mirebalais », *Haïti Libre*, 10 mars 2025. « Intensification de la violence des gangs et des abus des droits humains en dehors de Port-au-Prince », Binuh-HCDH, 10 juillet 2025.

¹⁴² « Défense contre les attaques armées : une analyse sur les brigades de vigilance », *Le Nouvelliste*, 26 juin 2025.

notamment des dreadlocks ou des tatouages, ont eux aussi été pris pour cible.¹⁴³

La montée des tensions avec la brigade de Canapé-Vert – aujourd'hui l'une des plus influentes de la capitale – montre que le renforcement des capacités de certains groupes d'autodéfense peut constituer une menace pour les autorités. Le chef de ce groupe, Samuel Joasil – connu sous le nom de Komandan Samuel – a organisé plusieurs manifestations entre fin mars et début avril, formant le mouvement anti-gouvernemental le plus important auquel les autorités de transition aient eu à faire face jusqu'à présent.¹⁴⁴ Des milliers de personnes ont convergé vers les bureaux du conseil présidentiel et du Premier ministre, munies de bâtons, de pierres, de machettes et d'armes à feu, dénonçant ce qu'elles percevaient comme l'inaction des hauts responsables face à la violence des gangs et réclamant leur démission.¹⁴⁵

D. *Durcissement des sanctions*

Les Etats-Unis, l'Union européenne (UE) et l'ONU ont eu recours aux sanctions pour punir certains individus et réduire les flux financiers alimentant les gangs, avec des résultats contrastés. En mai, le département d'Etat américain a désigné la coalition Viv Ansanm et le gang Gran Grif (qui en fait partie) comme organisations terroristes étrangères, tandis que l'Office de contrôle des avoirs étrangers les a inscrits sur la liste des terroristes mondiaux spécialement désignés.¹⁴⁶ Selon le département d'Etat, ces organisations auraient pour objectif ultime d'établir « un Etat contrôlé par les gangs, où les trafics illicites et d'autres activités criminelles pourraient opérer librement ».¹⁴⁷

Des responsables américains ont fait valoir que la désignation de ces gangs comme organisations terroristes renforçait la capacité des

¹⁴³ Entretien de Crisis Group, Port-au-Prince, 28 mars 2025.

¹⁴⁴ « Des milliers de manifestants réclament des mesures contre les gangs, affrontements à Bourdon », *Gazette Haïti*, 19 mars 2025 ; « Gunfire as thousands protest in Haiti to denounce a surge in gang violence », Associated Press, 2 avril 2025.

¹⁴⁵ Ces manifestations ont eu lieu alors que Viv Ansanm menait des offensives sur plusieurs fronts, notamment dans le département du Centre et à Kenscoff, qui surplombe les quartiers huppés de Pétion-Ville, où les gangs tentaient de s'emparer de la dernière voie d'accès à la capitale qui n'était pas sous leur contrôle. Les forces de sécurité étant débordées, les habitants de Port-au-Prince craignaient une prise de contrôle imminente des zones encore hors de portée des gangs.

¹⁴⁶ « Terrorist Designations of Viv Ansanm and Gran Grif », communiqué de presse, département d'Etat américain, 2 mai 2025 ; « DOS Designates Two Haitian Groups as Foreign Terrorist Organizations and Specially Designated Global Terrorists », American Immigration Lawyers Association, 5 mai 2025.

¹⁴⁷ Ibid. Cette désignation est intervenue après qu'un groupe de responsables politiques haïtiens eut demandé à Washington de prendre cette mesure. « Haïti : Conseil présidentiel de transition, crise et sortie de crise. Proposition de trois parties prenantes », Accord 21 décembre, Collectif 30 janvier et Les Engagés pour le développement, 8 janvier 2025.

autorités à poursuivre, sur le territoire américain, les individus qui leur apportent un soutien matériel, tout en affirmant que « l'ère de l'impunité est révolue ».¹⁴⁸ L'administration Trump a également procédé à l'arrestation de deux entrepreneurs haïtiens de premier plan, Pierre Réginald Boulos et Dimitri Vorbe. Ces derniers, jusque-là non sanctionnés, ont été interpellés à Miami en juillet pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment pour avoir soutenu des gangs en Haïti. Par ailleurs, Bazile Richardson, un citoyen américain, a été inculqué pour avoir organisé des transferts de fonds entre des membres de la diaspora haïtienne et Jimmy Chérizier.¹⁴⁹ Le département d'Etat américain a également offert une récompense pouvant aller jusqu'à 5 millions de dollars pour toute information conduisant à l'arrestation de Jimmy Chérizier.¹⁵⁰

Bien avant ces désignations, les Etats-Unis et le Canada avaient pris des sanctions contre des membres de l'élite haïtienne impliqués auprès de gangs, dont l'ancien président Michel Martelly et deux anciens Premiers ministres.¹⁵¹ Le Conseil de sécurité de l'ONU a, pour sa part, adopté en octobre 2022 une résolution instaurant un régime de sanctions visant Haïti, tandis que l'UE a mis en place son propre dispositif un mois plus tard. Depuis, l'UE a imposé des interdictions de voyager et gelé les avoirs d'une douzaine de chefs de gang désignés, des mesures qui n'ont eu que peu – voire aucun – effet sur des individus ne disposant pas de comptes bancaires et ne se déplaçant pas à l'étranger.¹⁵² En dehors des chefs criminels, les membres du Conseil

¹⁴⁸ Voir le tweet de Christopher Landau, secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis, @DeputySecState, 17h27, 3 mai 2025 ; et le tweet de l'ambassade des Etats-Unis en Haïti, @USEmbassyHaiti, 12h57, 8 mai 2025.

¹⁴⁹ Le département d'Etat américain a déterminé que Pierre Réginald Boulos s'était « livré à une campagne de violence et de soutien aux gangs qui a contribué à la déstabilisation d'Haïti », sans toutefois fournir de détails sur la manière dont il les a soutenus, sur les gangs impliqués ou sur la période pendant laquelle cela s'est produit. « ICE arrests Haitian engaged in violence and destabilization of Haiti, in support of Department of State », communiqué de presse, Service américain de l'immigration et des douanes (ICE), 21 juillet 2025 ; « “Prison or death awaits”: U.S. trucker accused of financing Haiti gang leader », *Miami Herald*, 12 août 2025; « ICE arrests illegal alien from Haiti connected to criminal terrorist organizations », communiqué de presse, ICE, 25 septembre 2025.

¹⁵⁰ « Up to US\$ 5 Million Reward Offer for Information Leading to the Arrest and/or Conviction of Haitian Gang Leader of Foreign Terrorist Organization Viv Ansanm », communiqué de presse, département d'Etat américain, 12 août 2025.

¹⁵¹ « Treasury Sanctions Corrupt Haitian Politicians for Narcotics Trafficking », communiqué de presse, département du Trésor américain, 4 novembre 2022 ; « Canada sanctions former Haiti president Michel Martelly, two former prime ministers », *Miami Herald*, 21 novembre 2022.

¹⁵² « Council Decision (CFSP) 2022/2319 of 25 November 2022 concerning restrictive measures in view of the situation in Haiti », Conseil de l'Union européenne, 25 novembre 2022 ; « Council Decision (CFSP) 2025/2442 of 1 December 2025 concerning restrictive measures in view of the situation in Haiti », Conseil de l'Union européenne, 1er décembre 2025.

de sécurité n'ont trouvé un consensus que pour sanctionner deux individus impliqués dans le soutien aux activités des gangs.¹⁵³ En octobre, dans des discussions visant à élargir la liste des sanctions du Conseil de sécurité, la Russie aurait bloqué l'ajout des responsables politiques haïtiens Rony Célestin et Youri Latortue, affirmant ne pas soutenir l'imposition de restrictions à l'encontre de personnalités politiques.¹⁵⁴

E. Voies de sortie pour les mineurs

Si la plupart des efforts engagés pour combattre les gangs reposent sur l'usage de la force, le gouvernement de transition a également mis en place des mesures destinées à prévenir le recrutement et à offrir des voies de sortie sécurisées aux mineurs déjà enrôlés, comme Crisis Group l'avait précédemment recommandé.¹⁵⁵ Le programme en vigueur prévoit la création de centres de transit permettant d'accueillir quelques centaines d'enfants désireux de quitter les gangs, soit une faible proportion des milliers de mineurs figurant dans les rangs de ces groupes.¹⁵⁶ En parallèle, une initiative de formation de femmes à la médiation communautaire vise à empêcher le recrutement de mineurs par les gangs et à favoriser la réinsertion de ceux qui en sortent.¹⁵⁷ La mission politique de l'ONU en Haïti (Binuh) met en œuvre ce programme en collaboration avec d'autres agences onusiennes, des institutions haïtiennes et l'ambassade de France. Plus de cent femmes ont déjà été formées.¹⁵⁸

¹⁵³ Prophane Victor, ancien membre du parlement haïtien, a été sanctionné en septembre 2024 par le Conseil de sécurité de l'ONU pour avoir contribué à la création et à l'armement du gang Gran Grif. « Prophane Victor », Conseil de sécurité de l'ONU, 27 septembre 2024. Dimitri Herard, ancien chef de la sécurité du palais national haïtien, a été sanctionné en octobre 2025 pour avoir collaboré avec des gangs et facilité le trafic d'armes et de munitions. « Security Council 2653 Sanctions Committee Adds 2 Entries to Its Sanctions List », communiqué de presse, ONU, 27 septembre 2024 ; « Résolution 2794 (2025) », op. cit.

¹⁵⁴ « Vote on a Draft Resolution Renewing the Sanctions Regime », Security Council Report, 16 octobre 2025.

¹⁵⁵ Voir Renata Segura et Diego Da Rin, « Haiti's Window of Opportunity: What It Will Take to Stop Gang Violence and Promote Stability », *Foreign Affairs*, 29 août 2024. « Le Gouvernement haïtien et l'UNICEF lancent le programme PREJEUNES pour répondre au recrutement d'enfants et jeunes par les gangs armés », communiqué de presse, UNICEF, 10 juillet 2025.

¹⁵⁶ L'UNICEF estime que 30 à 50 pour cent des membres de gangs sont mineurs. « Violence en Haïti : Les enfants constituent désormais jusqu'à la moitié des effectifs des groupes armés du pays – UNICEF », communiqué de presse, UNICEF, 31 mai 2024. Le nombre total de membres de gangs est estimé entre 12 000 et plusieurs dizaines de milliers.

¹⁵⁷ « United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary-General », op. cit., p. 8.

¹⁵⁸ « 100 femmes formées comme médiatrices communautaires », *Haïti Libre*, 28 juillet 2025.

Les autorités haïtiennes n'ont pas encore élaboré de programmes permettant aux membres de gangs âgés de plus de dix-huit ans de désertir en toute sécurité, que ce soit de manière individuelle ou collective.¹⁵⁹

La Commission nationale de désarmement, de démantèlement et de réinsertion (CNDDR) – qui devrait être chargée des programmes de désarmement et des initiatives visant à encourager des défections plus larges – a été provisoirement dissoute à la suite de préoccupations relatives aux liens présumés d'un de ses membres avec des gangs.¹⁶⁰

Le gouvernement a indiqué qu'il nommerait de nouveaux membres après consultations avec la société civile, mais cela n'avait pas encore été fait au moment de la parution de ce rapport.

¹⁵⁹ En juin, le secrétaire général de l'OEA, Albert Ramdin, a déclaré dans un entretien que la possibilité d'engager un dialogue avec les gangs pour résoudre la crise sécuritaire en Haïti devrait être envisagée, un point de vue partagé par d'autres dirigeants des Caraïbes, dont le Premier ministre de la Dominique, Roosevelt Skerrit. Ce dernier a récemment révélé que, lorsqu'il était président de la Caricom au second semestre 2023, il avait contacté le gouvernement norvégien afin d'obtenir son soutien pour d'éventuelles discussions avec les gangs en Haïti, et qu'il s'était personnellement proposé pour participer à tout dialogue. Quelques jours après l'entretien d'Albert Ramdin, le conseil présidentiel haïtien a publié un communiqué de presse sur le réseau X (depuis supprimé) indiquant que les Haïtiens souffraient depuis de nombreuses années de l'insécurité causée par les gangs et ne pouvaient cautionner aucune négociation avec eux. « New OAS Secretary-General Eyes Talks to Solve Haiti's Crisis », *The Dialogue* (blog), 9 juin 2025 ; « PM Skerrit Press Conference », video YouTube, GIS Dominica, 26 mai 2025.

¹⁶⁰ « La nomination de Jean Rebel Dorcéat réputé "proche de Viv Ansanm" à la CNDDR provoque sa dissolution », *Gazette Haïti*, 2 mai 2024.

VI. Rétablir la sécurité

Même si la nouvelle force internationale obtient les ressources nécessaires, une victoire complète sur les gangs exigerait une campagne prolongée, susceptible d'occasionner d'importantes pertes civiles. Afin de limiter les effusions de sang et de protéger les nombreux mineurs présents dans les rangs des gangs, le gouvernement haïtien et ses partenaires étrangers devraient mettre à profit le rapport de force plus favorable qu'offre une opération de sécurité renforcée pour engager un canal de négociation avec les groupes criminels. La plupart des Haïtiens se sont vivement opposés à tout dialogue avec les gangs, craignant que cela ne conduise à l'impunité pour les auteurs de crimes particulièrement graves. Dans un cadre approprié, toutefois, le gouvernement et ses partenaires étrangers devraient examiner les moyens de réduire la violence par le dialogue. L'idéal serait d'encourager la démobilisation des gangs tout en assurant que leurs membres restent pleinement justiciables.

A. Reprendre le contrôle du territoire

Le risque que les gangs passent à l'offensive durant la période située entre le retrait progressif de la mission dirigée par le Kenya et l'arrivée de la Force de répression des gangs est élevé. A ce stade, on ignore si les contingents déployés au titre de la MMAS seront pleinement intégrés à la nouvelle mission, ni quand les effectifs de la nouvelle force arriveront en Haïti.¹⁶¹ Pour empêcher les gangs d'exploiter cet intervalle, les Etats étrangers devront couvrir les coûts de la mission existante et veiller à ce qu'elle demeure opérationnelle jusqu'au déploiement complet de la nouvelle force.

Une fois qu'un effectif critique de la FRG aura été déployé dans le pays, la priorité absolue de ses commandants comme des autorités haïtiennes devra être de reprendre le contrôle des territoires tenus par les gangs. Les opérations pourraient débuter dans des zones facilement accessibles et où le risque de pertes civiles est le plus faible. Outre la réduction du nombre de victimes, concentrer les efforts sur ces localités permettrait de perturber les chaînes d'approvisionnement des gangs et de tarir certaines de leurs principales sources de revenus. Un premier objectif réalisable consisterait à reprendre les routes nationales 3 et 8, qui traversent des régions faiblement peuplées. La reconquête de ces axes entraînerait vraisemblablement bien moins de dommages pour les civils que des combats rapprochés dans les

¹⁶¹ Mi-novembre, Marco Rubio a déclaré que les Etats-Unis espéraient que les troupes kényanes rejoindraient la Force de répression des gangs, mais Nairobi n'a pas encore confirmé leur participation. « Secretary of State Marko Rubio Remarks to the Press », département d'Etat américain, 12 novembre 2025.

quartiers précaires de la capitale, mais elle pourrait infliger un préjudice majeur aux gangs en démantelant les péages illégaux et en ralentissant l'acheminement des armes vers leurs bastions urbains. Des navires blindés pourraient également rétablir sans délai leurs patrouilles dans la baie de Port-au-Prince, où les gangs ont recours à des vedettes pour piller des navires en transit, kidnapper des personnes et acheminer combattants, armes et stupéfiants.¹⁶²

Les forces de sécurité pourraient aussi chercher, dès les premières phases, à déloger les gangs des zones où ils ne sont pas encore enracinés. Reprendre le contrôle de Kenscoff, une banlieue du sud de Port-au-Prince où les gangs ont récemment étendu leur présence, constituerait un signal fort pour la population haïtienne. Une action robuste dans le département du Centre empêcherait en outre les gangs d'y établir des bases arrière destinées à accueillir leurs membres fuyant la capitale. Enfin, les forces internationales et nationales devraient se tenir prêtes à contrer des offensives simultanées dans l'agglomération de Port-au-Prince, Viv Ansanm ayant déjà démontré sa capacité à mener des combats sur plusieurs fronts afin d'épuiser ses adversaires.

La protection des civils devrait demeurer une priorité pour la force et pour les autorités haïtiennes tout au long des opérations menées contre les gangs. La réalisation de cet objectif dépendra largement de la qualité de la coopération entre la police nationale, l'armée, la nouvelle force et la mission multinationale. Un élément central de cette coordination devrait être le Conseil national de sécurité (CNS), qui pourrait constituer un mécanisme stable de liaison entre l'Etat haïtien et les forces de sécurité étrangères. Bien qu'il ait été créé par décret en décembre 2024, les membres du conseil n'ont pas encore été nommés.¹⁶³ Le gouvernement devrait veiller à ce que cet organe soit rapidement pourvu et pleinement opérationnel.

Une fois en place, le CNS devrait établir des règles d'engagement plus strictes pour les sociétés militaires privées actuellement associées à la *task force* du Premier ministre, notamment en ce qui concerne l'usage de drones explosifs. Si ces armes permettent de frapper des membres de gangs retranchés dans des zones difficilement accessibles et de contrer leurs offensives, les personnes autorisant ces frappes doivent veiller à éviter toute mise en danger de civils. Comme Crisis Group l'a déjà recommandé, la police haïtienne et les personnels de la mission étrangère devraient alerter les populations vivant dans les zones affec-

¹⁶² « Gangs are increasing attacks on boats off the coast of P-au-P », *AyiboPost*, 8 avril 2024.

¹⁶³ La nomination du conseil a été retardée en raison de désaccords sur sa composition et son mandat, notamment sur la question de savoir s'il doit jouer un rôle purement consultatif ou disposer d'un pouvoir décisionnel. Certains responsables gouvernementaux ont également exprimé leur inquiétude quant au fait que le conseil pourrait affaiblir leur pouvoir. Entretiens de Crisis Group, novembre 2024.

tées par les combats des opérations imminentes et faciliter leur évacuation en créant des couloirs permettant aux résidents de quitter les zones de conflit en sécurité.¹⁶⁴

Comme la nouvelle force de sécurité dispose de la faculté de mener des opérations de manière indépendante des forces haïtiennes, il est d'autant plus essentiel que chaque unité combattante déployée compte au moins une personne disposant d'une maîtrise fonctionnelle du créole haïtien, afin de permettre une communication directe avec les communautés locales et le CNS.

B. Renforcer l'appareil de sécurité

Les capitales étrangères peuvent également aider Haïti à consolider son système de sécurité publique par d'autres moyens. Pour atteindre les objectifs de la campagne de recrutement de la police nationale lancée en octobre – qui vise l'intégration de 4 000 agents supplémentaires d'ici avril 2027 –, un nouveau centre de formation devrait être établi en dehors de la capitale. L'académie de police existante à Port-au-Prince dispose de capacités limitées et demeure exposée aux attaques des gangs sévissant à proximité. Les partenaires d'Haïti pourraient appuyer la création d'un tel centre en dehors de Port-au-Prince et contribuer au recrutement de personnels pour les unités de combat urbain ainsi que pour d'autres composantes de l'appareil de sécurité de l'Etat, notamment la police des frontières, les garde-côtes et la brigade antidrogue, toutes gravement sous-dotées à l'heure actuelle. Ces unités sont essentielles pour endiguer les flux de drogues et d'armes qui alimentent l'activité des gangs.

Les bailleurs de fonds étrangers devraient également financer la construction d'une prison de haute sécurité destinée à détenir les membres de gangs appréhendés lors des opérations de sécurité. (De nombreux établissements pénitentiaires ont été détruits ou gravement endommagés lors du siège de début 2024.¹⁶⁵) Les tribunaux devraient par ailleurs réexaminer les dossiers des personnes placées en détention provisoire prolongée pour des infractions mineures dans les quelques prisons encore en activité, toutes situées hors de Port-au-Prince. Leur libération permettrait de dégager des capacités d'accueil pour la détention des membres de gangs.

¹⁶⁴ Briefing de Crisis Group, *Les gangs en Haïti : une mission étrangère peut-elle briser leur emprise ?*, op. cit.

¹⁶⁵ « Armed gangs storm Haiti's main prison in latest escalation of violent conflict with police », PBS NewsHour, 3 mars 2024.

C. *Démobilisation et dialogue*

Les autorités haïtiennes et leurs partenaires internationaux devraient intensifier leurs efforts pour créer des voies de sortie pour les mineurs, une démarche à laquelle nombre de Haïtiens se montrent réceptifs, la plupart de ces enfants ayant rejoint les gangs pour répondre à leurs besoins les plus essentiels. Les capitales étrangères pourraient contribuer à étendre le programme existant, connu sous le nom de PREJEUNES, qui met en place des centres de transit destinés à accueillir quelque 200 mineurs immédiatement après leur départ des gangs. Parallèlement, le gouvernement – avec l'appui du secteur privé, d'organisations locales et des bailleurs de fonds étrangers – devrait élaborer des programmes de formation professionnelle à l'intention des anciens membres de gangs. La réussite de ces initiatives dépendra d'une coordination plus efficace entre les institutions nationales et internationales travaillant à sécuriser des parcours de sortie pour les mineurs. Dans cette optique, le gouvernement haïtien devrait nommer de nouveaux membres afin de rétablir la CNDDR, qui a été provisoirement dissoute.

Ces possibilités de démobilisation ne devraient pas être limitées aux seuls enfants. Bien que les Etats-Unis aient clairement indiqué que la nouvelle force multinationale ciblera tout membre de gang qu'elle rencontrera, il serait judicieux de tirer parti d'éventuels succès initiaux pour tenter de convaincre les gangs de négocier leur reddition.¹⁶⁶

La menace d'incursions dans les quartiers défavorisés où se trouvent leurs repaires, par exemple, pourrait amener certains membres à déposer les armes et à ouvrir des canaux de communication avec les autorités. Plusieurs chefs de gang ont déjà laissé entendre qu'ils seraient disposés à se désarmer et à répondre de leurs actes devant la justice.¹⁶⁷

La plupart des responsables haïtiens se sont montrés largement réticents à envisager l'idée même de discussions formelles avec les gangs. Comme l'a déclaré un membre du conseil présidentiel, les autorités « ne [peuvent] négocier [avec les gangs] en état de faiblesse ».¹⁶⁸ Mais si la nouvelle force étrangère devait permettre aux forces de sécurité de reprendre l'ascendant et que les désertions au sein des gangs ve-

¹⁶⁶ Entretien téléphonique de Crisis Group, responsable américain, 10 octobre 2025.

¹⁶⁷ Lorsque les autorités américaines ont annoncé une récompense de cinq millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation de Jimmy Chérizier, celui-ci a répondu qu'il était prêt à coopérer avec la justice américaine. Le chef de gang Vitelhomme a également déclaré qu'il serait disposé à faire face à la justice, à condition que les élites qui ont collaboré avec les gangs soient également tenues responsables. « Gangs forced out Haiti's government. This FBI 'Most Wanted' gang leader claims they're liberating the country » op. cit.

¹⁶⁸ « Transition en Haïti : "On ne peut pas échouer", assure Leslie Voltaire », vidéo YouTube, France 24, 21 mai 2024.

naient à s'intensifier, les conditions d'un dialogue constructif pourraient se dessiner. Le moment venu, le gouvernement devrait être prêt à ouvrir des canaux de discussion avec les chefs de gang et à proposer une feuille de route précise, éventuellement avec l'appui d'une CNDDR reconstituée. Les discussions devraient examiner les incitations susceptibles d'être proposées aux membres de gangs en contrepartie de progrès tangibles dans la réduction des violences contre les civils. Des peines réduites, par exemple, pourraient être envisagées en échange de l'abandon de territoires sous leur contrôle, de la cessation de certaines formes de violences – notamment les violences sexuelles, les enlèvements et les extorsions – ou d'aveux complets.¹⁶⁹ À terme, ce processus pourrait mener à une démobilisation totale de ces groupes.

Il est essentiel que toute initiative visant à lutter contre la violence des gangs par le dialogue bénéficie du soutien d'une large majorité de la population. Pour y parvenir, le gouvernement haïtien devra convaincre l'opinion que des discussions permettraient de faire en sorte que les auteurs de crimes rendent des comptes, de rétablir la justice et de prévenir de nouvelles violences – plutôt que de consacrer l'impunité. Avant et pendant d'éventuels pourparlers avec les gangs, l'ONU et les organisations locales devraient s'appuyer sur les travaux d'experts internationaux en matière de justice transitionnelle afin d'éclairer la conception de futurs dispositifs juridiques. L'État haïtien devrait, en parallèle, organiser des forums dans les communautés les plus touchées par la violence pour expliquer le fonctionnement de ces mécanismes.¹⁷⁰

Les chefs criminels, pour leur part, refusent d'être les seuls tenus pour responsables de la spirale de violence. Ils exigent que ceux qui les ont soutenus en fournissant des fonds et des armes soient également traduits en justice. Les gangs pourraient se montrer plus disposés à co-

¹⁶⁹ Bien que le système judiciaire haïtien souffre de nombreuses faiblesses, le gouvernement a créé en avril deux pôles judiciaires spécialisés chargés d'enquêter, de poursuivre et de juger les crimes financiers complexes et la corruption, ainsi que les crimes de masse et les violences sexuelles. Avec le soutien du HCDH et de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), le ministère haïtien de la Justice recrute et forme des procureurs et des juges spéciaux qui travailleront au sein de ces unités. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour que ces équipes soient pleinement opérationnelles, elles pourraient constituer la voie judiciaire la plus efficace pour faire en sorte que les principaux auteurs des crimes commis par les gangs, ainsi que ceux qui ont soutenu ces groupes, soient tenus responsables de leurs actes. « Publication du décret instituant deux nouveaux pôles judiciaires spécialisés dans le système pénal haïtien », *Haïti Press Network*, 22 avril 2025.

¹⁷⁰ Ces forums pourraient être menés par des spécialistes du dialogue communautaire visant à réduire la violence, ainsi que par des experts locaux et internationaux de la justice transitionnelle. Ils pourraient inclure des femmes formées à la prévention du recrutement d'enfants par des gangs et au soutien à la réintégration des mineurs qui quittent ces groupes, comme décrit ci-dessus. « United Nations Integrated Office in Haiti: Report of the Secretary-General », op. cit., p. 8.

opérer avec les autorités si davantage de membres de l'élite haïtienne impliqués dans des activités criminelles étaient effectivement poursuivis. Rompre ces liens avec le pouvoir devrait d'ailleurs constituer l'un des objectifs majeurs de tout processus de négociation, une fois celui-ci engagé.

D. Réduire l'influence des gangs au sein des institutions publiques

Viv Ansanm affirme avoir créé son propre parti politique, mais il est peu probable que ses dirigeants cherchent eux-mêmes à exercer des fonctions publiques. Néanmoins, alors qu'Haïti s'efforce de définir la structure qui succédera aux autorités de transition, dont le mandat expire en février 2026, les pouvoirs publics devraient prendre des mesures pour empêcher que des membres de gangs ou des individus disposés à collaborer avec eux puissent intégrer le futur gouvernement. D'éventuelles négociations avec les gangs auront plus de chances d'aboutir si la population est convaincue que les autorités entendent démanteler ces groupes, plutôt que si les Haïtiens soupçonnent des collusions entre les responsables publics et les chefs criminels.

A cette fin, toute personne sanctionnée pour avoir soutenu des gangs devrait être exclue de toute participation à une nouvelle administration de transition, ainsi que de toute candidature à de futures élections. Le fait que le Conseil de sécurité de l'ONU n'ait sanctionné que neuf personnes – dont sept chefs de gang – réduit toutefois considérablement l'utilité de cette liste pour garantir que l'ensemble des acteurs impliqués dans les activités des gangs soient traduits en justice. Les membres du Conseil de sécurité devraient dès lors s'appuyer sur les informations détaillées fournies par le Groupe d'experts du Comité des sanctions pour viser des individus ayant contribué à la création, au financement ou à l'armement des gangs.¹⁷¹ Les empêcher d'utiliser leur influence au sein des institutions publiques renforcerait l'effet dissuasif des sanctions et contribuerait à prévenir de nouvelles formes de collaboration entre les responsables politiques et les groupes armés.

¹⁷¹ Le panel publie chaque année un rapport qui est accessible au public. Toutefois, les informations concernant les personnes susceptibles de faire l'objet de sanctions font partie des rapports confidentiels adressés au Conseil de sécurité.

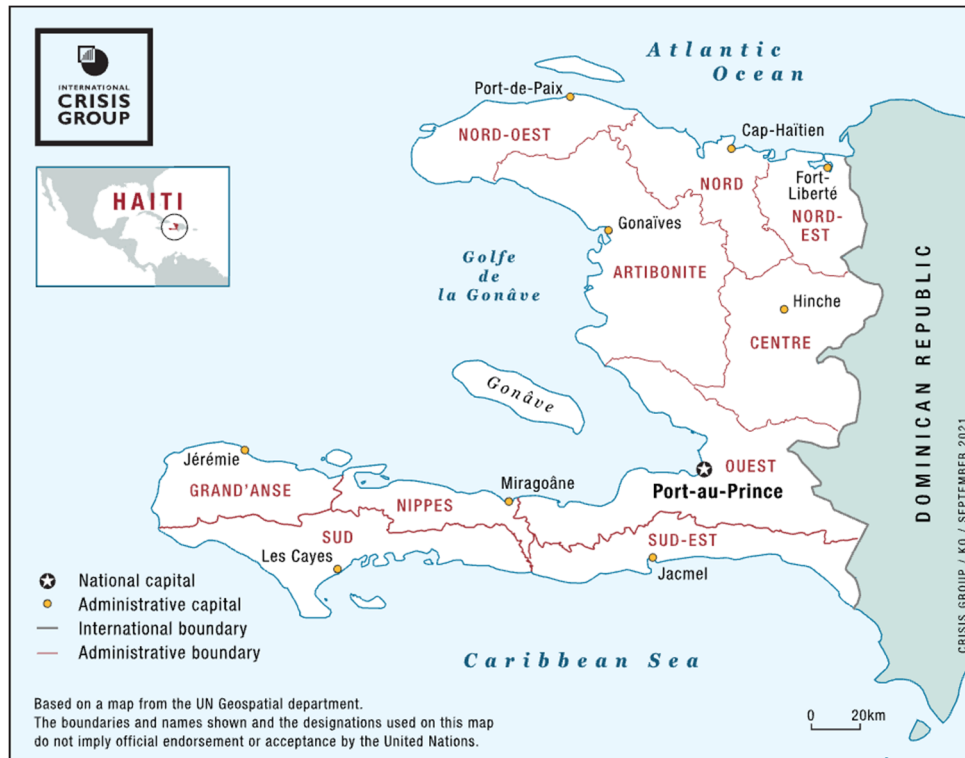
VII. Conclusion

Viv Ansanm représente la menace la plus grave à laquelle Haïti ait été confronté depuis des décennies. Les efforts nationaux et internationaux déployés pour enrayer l'expansion violente de cette coalition de gangs se sont révélés insuffisants. Les mois à venir risquent d'exercer sur des autorités haïtiennes déjà fragilisées une pression encore plus considérable. Les gangs chercheront vraisemblablement à tirer parti de la transition politique prévue début 2026 et de toute vacance dans l'appui militaire étranger pour afficher leur capacité de combat. Si elle est entièrement financée, la Force de répression des gangs, qui sera dotée d'un financement plus prévisible et d'un mandat plus robuste que la mission précédente, pourrait contribuer à infléchir la dynamique en faveur des autorités. Encore faudra-t-il que la stratégie de sécurité repose sur autre chose que la seule force armée.

Les démonstrations de puissance militaire dans les zones où les gangs demeurent dominants constitueront un moyen de dissuasion efficace pour indiquer tant aux chefs de gang qu'aux membres de base que se rendre aux autorités est leur meilleure option. Une fois que l'Etat aura repris l'ascendant, il devra être prêt à engager des discussions avec les dirigeants de ces groupes afin de définir les modalités les plus appropriées pour protéger les civils et, à terme, organiser leur démobilisation complète. L'expérience montre que l'élimination de chefs de gangs ou l'arrestation de leurs membres peuvent apporter un calme temporaire. Cependant, la violence risque fort de ressurgir si ces groupes ne sont pas complètement désarmés et si ceux qui les ont soutenus ne sont pas tenus de rendre des comptes. Obtenir une supériorité militaire sur les gangs constituerait une avancée majeure pour Haïti, mais sans efforts supplémentaires visant à démanteler ces groupes, à mettre fin à leur recrutement et à rompre leurs liens avec le pouvoir, cela ne représenterait guère plus qu'une parenthèse dans le conflit.

Port-au-Prince/New York/London/Bruxelles, 15 décembre 2025

Annexe A : Carte d'Haïti



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group (Crisis Group) est une organisation indépendante, non gouvernementale et à but non lucratif, comptant environ 120 membres du personnel répartis sur cinq continents. Elle œuvre, par le biais d'analyses de terrain et d'activités de plaidoyer de haut niveau, à la prévention et à la résolution des conflits meurtriers.

L'approche de Crisis Group repose sur la recherche de terrain. Des équipes d'analystes sont installées dans, ou à proximité de, pays ou régions exposés à un risque d'éclatement, d'escalade ou de reprise d'un conflit violent. À partir des informations et évaluations recueillies sur le terrain, l'organisation produit des rapports analytiques contenant des recommandations pratiques destinées aux principaux décideurs internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce, qui fournit une mise à jour concise et régulière sur l'évolution d'environ 80 situations de conflit ou de risque de conflit à travers le monde.

Les rapports de Crisis Group sont largement diffusés par courrier électronique et simultanément mis à disposition sur son site Internet : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, y compris les médias, afin de mettre en avant ses analyses et de susciter un soutien à ses recommandations de politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group – composé de personnalités éminentes issues des milieux politiques, diplomatiques, économiques et médiatiques – participe directement à la diffusion des rapports et recommandations auprès des décideurs de haut niveau dans le monde entier. Crisis Group est co-présidé par Frank Giustra, président-directeur général du Fiore Group et fondateur de la Radcliffe Foundation, ainsi que par Susana Malcorra, ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Argentine et cheffe de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies.

Comfort Ero a été nommée présidente-directrice générale de Crisis Group en décembre 2021. Elle a rejoint l'organisation pour la première fois en 2001 en tant que directrice du projet Afrique de l'Ouest, avant de devenir directrice du programme Afrique en 2011, puis vice-présidente par intérim. Entre ses deux périodes au sein de Crisis Group, elle a travaillé pour le Centre international pour la justice transitionnelle et pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Liberia.

Le siège international de Crisis Group se trouve à Bruxelles, et l'organisation dispose de bureaux dans sept autres villes : Bogotá, Dakar, Istanbul, Nairobi, Londres, New York et Washington (DC). Crisis Group est également présent dans les lieux suivants : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Juba, Kaboul, Kyiv, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Les idées, opinions et commentaires exprimés par Crisis Group sont propres à l'organisation et ne reflètent pas ceux de ses donateurs. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants : Australie (Département des Affaires étrangères et du Commerce), Autriche (Agence autrichienne de développement), Canada (Affaires mondiales Canada), Complex Risk Analytics Fund (CRAF'd), Danemark (Ministère des Affaires étrangères), Union européenne (Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, DG INTPA), Finlande (Ministère des Affaires étrangères), France (Agence française de développement), Allemagne (Ministère fédéral des Affaires étrangères), Organisation internationale pour les migrations, Irlande (Département des Affaires étrangères et du Commerce), Japon (Organisation japonaise du commerce extérieur), Lettonie (Ministère des Affaires étrangères), Principauté du Liechtenstein (Ministère des Affaires étrangères), Luxembourg (Ministère des Affaires étrangères et européennes), Malte (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce), Pays-Bas (Ministère des Affaires étrangères), Norvège (Ministère des Affaires étrangères), Qatar (Ministère des Affaires étrangères), République de Corée (Ministère des Affaires étrangères), Slovaquie (Ministère des Affaires étrangères), Suède (Ministère des Affaires étrangères), Suisse (Département fédéral des Affaires étrangères), Programme alimentaire mondial des Nations Unies, et Banque mondiale.

Crisis Group entretient également des relations avec les fondations et organisations suivantes : Carnegie Corporation of New York, Friedrich Ebert Stiftung, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, National Endowment for Democracy, Oak Foundation, Open Society Foundations, PAX sapiens, Ploughshares Fund, Pivotal Foundation, The David and Lucile Packard Foundation, Quadrature Climate Foundation, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, Stand Together Trust, Stiftung Mercator, et Wellspring Philanthropic Fund.

Décembre 2025

Annexe C : Rapports et briefings de Crisis Group sur l'Amérique latine et les Caraïbes depuis 2022

Rapports et Briefings Spéciaux

7 Priorities for the G7: Managing the Global Fallout of Russia's War on Ukraine, Briefing spécial N°7, 22 juin 2022.

Ten Challenges for the UN in 2022-2023, Briefing spécial N°8, 14 septembre 2022.

Seven Priorities for Preserving the OSCE in a Time of War, Briefing spécial N°9, 29 novembre 2022.

Seven Priorities for the G7 in 2023, Briefing spécial N°10, 15 mai 2023.

Dix défis pour les Nations unies en 2023-2024, Briefing spécial N°11, 14 septembre 2023 (aussi disponible en anglais).

Dix défis pour les Nations unies en 2024-2025, Briefing spécial N°12, 10 septembre 2024 (aussi disponible en anglais).

Dix défis pour les Nations unies en 2025-2026, Briefing spécial N°13, 9 septembre 2025 (aussi disponible en anglais).

Overcoming the Global Rift on Venezuela, Rapport Amérique latine N°93, 17 février 2022 (aussi disponible en espagnol).

Keeping Oil from the Fire: Tackling Mexico's Fuel Theft Racket, Briefing Amérique latine N°46, 25 mars 2022 (aussi disponible en espagnol).

Brazil's True Believers: Bolsonaro and the Risks of an Election Year, Briefing Amérique latine N°47, 16 juin 2022 (aussi disponible en espagnol et en portugais).

Hard Times in a Safe Haven: Protecting Venezuelan Migrants in Colombia, Rapport Amérique latine N°94, 9 août 2022 (aussi disponible en espagnol).

Trapped in Conflict: Reforming Military Strategy to Save Lives in Colombia, Rapport Amérique latine N°95, 27 septembre 2022 (aussi disponible en espagnol).

A Remedy for El Salvador's Prison Fever, Rapport Amérique latine N°96, 5 octobre 2022 (aussi disponible en espagnol).

Ties without Strings? Rebuilding Relations between Colombia and Venezuela, Rapport Amérique latine N°97, 1 décembre 2022 (aussi disponible en espagnol).

Haiti's Last Resort: Gangs and the Prospect of Foreign Intervention, Briefing Amérique latine N°48, 14 décembre 2022 (aussi disponible en espagnol et en français).

Protecting Colombia's Most Vulnerable on the Road to "Total Peace", Rapport Amérique latine N°98, 24 février 2023 (aussi disponible en espagnol).

Mexico's Forgotten Mayors: The Role of Local Government in Fighting Crime, Rapport Amérique latine N°99, 23 juin 2023 (aussi disponible en espagnol).

New Dawn or Old Habits? Resolving Honduras' Security Dilemmas, Rapport Amérique Latine N°100, 10 juillet 2023 (aussi disponible en espagnol).

Navigating Venezuela's Political Deadlock: The Road to Elections, Rapport Amérique Latine N°101, 16 août 2023 (aussi disponible en espagnol).

Bottleneck of the Americas: Crime and Migration in the Darién Gap, Rapport Amérique Latine N°102, 3 novembre 2023 (aussi disponible en espagnol).

Partners in Crime: The Rise of Women in Mexico's Illegal Groups, Rapport Amérique Latine N°103, 28 novembre 2023 (aussi disponible en espagnol).

Les gangs en Haïti : une mission étrangère peut-elle briser leur emprise ?, Briefing Amérique Latine N°49, 5 janvier 2024 (aussi disponible en anglais et en espagnol).

Fear, Lies and Lucre: How Criminal Groups Weaponise Social Media in Mexico, Briefing Amérique Latine N°95, 31 janvier 2024 (aussi disponible en espagnol).

Unrest on Repeat: Plotting a Route to Stability in Peru, Rapport Amérique Latine N°104, 8 février 2024 (aussi disponible en espagnol).

The Unsolved Crime in "Total Peace": Dealing with Colombia's Gaitanistas, Rapport Amérique Latine N°105, 19 mars 2024 (aussi disponible en espagnol).

The Generals' Labyrinth: Crime and the Military in Mexico, Rapport Amérique Latine N°106, 24 mai 2024 (aussi disponible en espagnol).

A Three Border Problem: Holding Back the Amazon's Criminal Frontiers Briefing Amérique Latine N°51, 17 juillet 2024 (aussi disponible en espagnol et portugais).

Rebel Razing: Loosening the Criminal Hold on the Colombian Amazon, Briefing Amérique Latine N°52, 18 octobre 2024 (aussi disponible en espagnol).

Une transition en panne : politique et violence en Haïti, Rapport Amérique Latine & Caraïbes N°107, 19 février 2025 (aussi disponible en anglais, en créole et en espagnol).

Curbing Violence in Latin America's Drug Trafficking Hotspots, Rapport Amérique Latine N°108, 11 mars 2025 (aussie disponible en espagnol).

A Curse of Gold: Mining and Violence in Venezuela's South, Briefing Amérique Latine N°53, 29 juillet 2025 (aussie disponible en espagnol).

Paradise Lost? Ecuador's Battle with Organised Crime, Rapport Amérique Latine N°109, 12 de novembre de 2025 (aussie disponible en espagnol).

Exploiting Prejudice: LGBTQI+ People and Armed Groups in Colombia, Briefing Amérique Latine N°54, 3 décembre 2025 (aussie disponible en espagnol).

Annexe D : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

**PRESIDENT-DIRECTEUR
GENERAL**

Comfort Ero

Ancienne vice-présidente par
interim de Crisis Group et
ancienne directrice du
programme Afrique

COPRÉSIDENTS

Frank Giustra

Président-directeur général,
Fiore Group

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires
étrangères d'Argentine

AUTRES MEMBRES

DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE
Foundation

Abdulaziz Al Sager

Fondateur et président du Gulf
Research Center et président de
Sager Group Holding

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group
LLC ; ancien ambassadeur d'Iran
aux Etats-Unis et ministre des
Finances et des Affaires
économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France
aux États-Unis

Zeinab Badawi

Présidente, SOAS Université
de Londres

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires
étrangères de la Suède

Sandra Breka

Directrice générale de Robert
Bosch Stiftung

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à
la Chambre de commerce
internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de
Global Media Holding et éditeur
de l'hebdomadaire marocain
L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre
du conseil de la fondation Mo
Ibrahim

María Fernanda Espinosa

Ancienne présidente de la 73ème
session de l'Assemblée générale
des Nations unies

Miriam Coronel-Ferrer

Ancienne conseillère principale
en médiation aux Nations unies

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires
étrangères et vice-chancelier
allemand

Fatima Gailani

Présidente du Afghanistan
Future Thought Forum et
ancienne présidente de la
Société du Croissant-Rouge
afghan

Julius Gaudio

Directeur général, D. E. Shaw &
Co., L.P.

Pekka Haavisto

Membre du Parlement et ancien
Ministre des Affaires étrangères
de Finlande

Stephen Heintz

Président et directeur général,
Rockefeller Brothers Fund

Rima Khalaf-Hunaidi

Ancienne sous-secrétaire
générale des Nations unies et
secrétaire exécutive de la
Commission économique et
sociale pour l'Asie occidentale

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin
Media ; professeure à l'université
Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président,
Fondation Mo Ibrahim ;
fondateur, Celtel International

Mahamadou Issoufou

Ancien président du Niger

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ;
ancien directeur général du
réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser
Arafat ; ancien médiateur adjoint
de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des
Affaires étrangères et sous-
secrétaire général des Nations
Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil
russe pour les affaires
internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les
stratégies libérales (Sofia) ;
membre fondateur du conseil
d'administration du Conseil
européen des relations
internationales

Nancy Lindborg

Présidente et directrice générale,
Packard Foundation

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires
étrangères et vice-Premier
ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur
général de BG Group Limited et
Statoil ASA

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général
des Nations unies et
administrateur du Programme
des Nations unies pour le
développement

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine
américaine ayant servi comme
9ème commandant du
commandement des opérations
spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des
Affaires étrangères et conseiller
à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le
droit international et les conflits
armés de la faculté de droit de
Harvard

Saad Mohseni

Président et directeur général de
MOBY Group

Nadia Murad

Fondatrice et présidente de
Nadia's Initiative

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée
Institute (Sénégal) ; avocate
(Nigéria)

Lubna Olayan

Présidente du Comité exécutif et
présidente adjointe de Olayan
Financing Company (OFC)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S.
adjointe pour la sécurité
nationale en Iraq et en
Afghanistan

Kerry Propper

Associé directeur d'ATW
Partners; Fondateur et président
de Chardan Capital

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste
de la politique extérieure,
Pakistan

Nirupama Rao

Ancienne ministre des Affaires
étrangères de l'Inde et ancienne
ambassadrice de l'Inde en Chine
et aux États-Unis

**Juan Manuel Santos
Calderón**

Ancien président de la
Colombie ; Lauréat du Prix Nobel
de la paix 2016

Ine Eriksen Søreide

Ancien ministre norvégien des
Affaires étrangères, ancien
ministre de la Défense et
président de la commission des
Affaires étrangères et de la
Défense

Alexander Soros

Membre, Open Society
Foundations

George Soros

Président, Open Society
Institute ; président du Soros
Fund Management

Darian Swig

Fondatrice et présidente, Article
3 Advisors; Co-fondatrice et
présidente du conseil
d'administration, Article3.org

CONSEIL MONDIAL DES ENTREPRISES

Un cercle distingué de soutiens de Crisis Group, composé de cadres supérieurs et d'entreprises du secteur privé.

Leaders mondiaux

Aris Mining

Shearman & Sterling LLP

White & Case LLP

Partenaires mondiaux

(2) Donateur anonyme

APCO Worldwide Inc.

BP

Chevron

Eni

Equinor

GardaWorld

Semptra Energy

TotalEnergies

CRISIS GROUP EMERITES

Mort Abramowitz – Fondateur et président émérite

George Mitchell – Président émérite

Gareth Evans – Président émérite

Lord (Mark) Malloch-Brown – Fondateur et pré-Président émérite

Thomas R. Pickering